

ANALYSE DU RÔLE DE LA MÉSINFORMATION

LORS DE L'ÉLECTION PROVINCIALE
QUÉBÉCOISE DE 2022

■ MARS 2023



Centre for MEDIA,
TECHNOLOGY
and DEMOCRACY



Auteurs

Mathieu Lavigne | Directeur du projet

Maxime Blanchard | Responsable des analyses de sondages

Anne Imouza | Responsable des analyses de médias sociaux

Aengus Bridgman | Co-organisateur et conseiller spécial

Chloé Staller | Chercheuse

Kaligirwa Namahoro | Chercheur·e

Ella Noel | Chercheuse

Catherine Perron | Chercheuse

Phaedra de Saint-Rome | Responsable des communications

Taylor Owen | Superviseur

À propos

L'**Observatoire de l'écosystème médiatique** est l'une des principales institutions de recherche étudiant la santé de l'écosystème d'information au Canada. L'Observatoire combine des analyses de données numériques à grande échelle avec de la recherche par sondage afin de comprendre comment la més/désinformation et l'exposition à certains flux d'informations peuvent influencer les attitudes et comportements des citoyens, ainsi que la santé de notre démocratie.

Le **Centre pour les médias, la technologie et la démocratie** est le lieu de prédilection à McGill pour la recherche innovante, les débats publics et l'activisme politique sur la nature changeante de la relation entre les médias et la technologie et la mise en place de politiques visant à en maximiser les bénéfices et à en minimiser les effets négatifs sur la vie publique et la démocratie.

Dirigé par Taylor Owen, titulaire de la Chaire Beaverbrook en éthique, médias et communication, professeur agrégé à l'École de politiques publiques Max Bell de l'Université McGill et l'une des principales voix sur la gouvernance de la technologie au Canada, le Centre s'engage dans la production d'une gamme de rapports publics, d'événements, d'ateliers et de balados afin de rendre accessible la recherche de pointe pour le grand public et les décideurs politiques.

Partenaires

Le Centre d'études sur les médias

Le **Centre d'études sur les médias**, basé à l'Université Laval, agit comme agent de recherche et de concertation entre les entreprises de communication et les milieux gouvernementaux et universitaires. Dirigé par Colette Brin, le Centre vise à favoriser la recherche sur les médias et fournir aux professionnels de cette industrie un éclairage adéquat sur les problèmes auxquels ils sont confrontés et sur les contextes national et international dans lesquels ils évoluent, en vue d'améliorer leur performance sur les plans économique, social et culturel.



Sommaire exécutif

Le Projet sur la désinformation électorale au Québec visait à identifier et évaluer la propagation et les effets des fausses informations circulant durant l'élection provinciale québécoise de 2022. Le Projet visait également à examiner la couverture médiatique de la mésinformation, ainsi que les perceptions des citoyens sur ce phénomène. Pour ce faire, le Projet s'appuyait sur une veille humaine et informatisée des publications sur les médias sociaux en lien avec l'élection, de même que d'un sondage préélectoral et postélectoral représentatif de la population québécoise visant à évaluer l'exposition aux nouvelles vraies et fausses et les perceptions des citoyens sur l'environnement d'information et l'intégrité de l'élection.

Principales conclusions

1

La mésinformation est demeurée concentrée au sein de communautés spécifiques

Bien qu'un volume relativement important de mésinformation ait circulé durant la campagne et après l'élection, notamment en lien avec la COVID-19 et l'intégrité du processus électoral, cette mésinformation provenait généralement d'un groupe restreint d'individus en ligne et a eu peu de portée et d'influence à l'extérieur de cette communauté.

- Cette communauté présente un niveau élevé de méfiance envers les gouvernements et les médias et tend à adhérer à la pensée conspirationniste, rendant ses membres particulièrement susceptibles de croire et propager de fausses informations sur un ensemble de sujets, incluant l'intégrité électorale, la COVID-19 et les changements

climatiques. Cette mésinformation a souvent une dimension internationale, s'inspirant des narratifs circulant dans d'autres pays.

- Cette communauté, organisée autour de certains leaders connus, a pris de l'ampleur et s'est organisée dans le contexte de la pandémie, permettant à la mésinformation de se propager rapidement et à grande échelle à l'intérieur du réseau. Certains individus exposés uniquement au contenu provenant de cette communauté, le volume le permettant, pourraient se voir enfermés dans des chambres d'écho.
- À l'exception d'une déclaration erronée du ministre sortant de l'Immigration, qui a été largement médiatisée, le Québécois moyen a été relativement peu exposé à la mésinformation ayant circulé au cours de la campagne.

2

La mésinformation a eu relativement peu d'impact sur l'élection

- Notre examen de la mésinformation ayant circulé *durant la campagne* et de sa propagation n'offre pas de raison de croire qu'elle ait pu avoir une influence significative sur le résultat de l'élection.
- Les citoyens sont plus nombreux à croire qu'ils ont été exposés à de la mésinformation durant l'élection provinciale de 2022 que lors de l'élection fédérale de 2021, mais seule une minorité de citoyens considère que la mésinformation a constitué un problème sérieux durant l'élection.
- Certaines franges de la population ont un niveau plus élevé de méfiance à l'égard du processus électoral, incluant ceux qui croient toujours que Donald Trump était le vainqueur de l'élection présidentielle américaine de 2020. Bien que le niveau de méfiance soit significativement plus élevé chez les partisans du Parti conservateur du Québec, les partisans croyant les narratifs de fraude électorale demeurent minoritaires au sein du parti. Cette méfiance est souvent exacerbée par un manque de connaissance sur le processus électoral.
- Une forte majorité de citoyens, comparable à celle observée lors des élections précédentes, continue d'avoir confiance dans l'intégrité de l'élection.

3

Les discours publics sur la mésinformation sont source d'incertitude et de confusion

Il semble exister une certaine confusion chez les citoyens par rapport à ce qui constitue de la mésinformation, dans quelle mesure ils y sont exposés et d'où elle provient.

- Près de la moitié des Québécois interrogés trouvent difficile de distinguer la mésinformation de l'information factuelle et sont incertains s'ils ont été exposés ou non à de la mésinformation durant la campagne.
- Les citoyens qui croient avoir été exposés à de la mésinformation ont une conception très différente de ce qu'elle constitue. Les partis politiques accusés de propager de fausses informations varient en fonction des préférences partisans des citoyens. Certains citoyens considèrent que la mésinformation vient principalement des médias traditionnels et des discours officiels sur la COVID-19.

4

L'environnement d'information au Québec devient plus fragmenté

- Bien qu'une majorité de Québécois continuent d'avoir confiance et d'être exposés au contenu en provenance des principaux médias francophones, on observe une certaine diversification des sources d'information politique.
- Certaines franges de la population croyant que les médias traditionnels propagent de la mésinformation ou du contenu biaisé idéologiquement ont davantage tendance à se tourner vers des sources alternatives d'information en ligne.
- Les principales différences générationnelles ne sont plus entre le fait d'utiliser ou non les médias sociaux, mais quelles plateformes sont utilisées. TikTok était une source importante d'information politique et de mésinformation lors de l'élection, surtout auprès de la plus jeune génération.
- De manière générale, de fausses informations ont été propagées sur l'ensemble des plateformes de médias sociaux durant la campagne, que ce soit les plateformes traditionnelles comme Facebook et Twitter ou les plateformes alternatives avec moins de modération de contenu, comme

Telegram, Rumble et Odyssee. Certaines figures conspirationnistes, soucieuses de rejoindre les auditoires présents sur ces différentes plateformes, ont pris l'habitude de partager les mêmes messages, à quelques minutes d'intervalle, sur un ensemble de plateformes.

Recommandations



Mieux éduquer les citoyens sur le processus électoral

Le rapport a montré que les citoyens ont un faible niveau de connaissances sur le processus électoral, par exemple sur la manière dont les votes sont comptés, ce qui peut augmenter leur susceptibilité face aux fausses informations circulant en ligne et diminuer leur confiance envers l'intégrité de l'élection. Nous recommandons donc à Élections Québec et aux autres organismes de la société civile faisant de l'éducation civique de renforcer leurs efforts visant à éduquer les citoyens sur le fonctionnement des élections québécoises.



Éviter les formulations qui laissent croire à la diffusion de résultats avant la fermeture des bureaux de vote

Le soir de l'élection, certaines organisations médiatiques ont maladroitement créé des pages ou publié des articles laissant croire à l'annonce de résultats électoraux avant la fermeture des bureaux de vote, alimentant les discours selon lesquels l'élection était « arrangée » et le résultat connu d'avance. Nous encourageons les médias à s'abstenir de faire des publications pouvant laisser croire à l'annonce de résultats électoraux avant la fermeture des bureaux de vote.



Prendre au sérieux la méfiance grandissante envers les institutions politiques, médiatiques et scientifiques

Le présent rapport montre que certains segments de l'électorat sont particulièrement méfiants à l'égard des médias traditionnels, qu'ils définissent comme étant une source importante de mésinformation. Cette méfiance, tout comme celle à l'égard des institutions politiques et des scientifiques, rend certains individus plus susceptibles de s'informer principalement par l'entremise de sources alternatives d'information – lesquelles n'adhèrent pas nécessairement aux mêmes principes d'intégrité journalistique ou scientifique – et de croire et propager de fausses informations. Toute réponse sérieuse et à long terme face à l'enjeu de la mésinformation devra s'attarder aux sources de cette méfiance, mais aussi éviter de l'alimenter.



Exiger davantage de transparence et de responsabilité de la part des plateformes de médias sociaux

Bien que les plateformes de médias sociaux fassent preuve de plus d'initiative pour combattre la désinformation et en limiter la diffusion depuis le début de la pandémie de COVID-19, leurs algorithmes continuent de faire la promotion de contenu clivant ou contenant de fausses informations, lequel tend à générer plus d'interactions. Un plus grand niveau de transparence de la part des plateformes concernant leur fonctionnement, de même qu'un plus grand niveau de responsabilité concernant leurs effets sur la société apparaît nécessaire. Cette responsabilité pourrait passer par l'application d'une « Obligation d'agir de manière responsable », tel que proposé par la *Commission canadienne sur l'expression démocratique*. Cette transparence et responsabilité requièrent aussi un meilleur accès aux données pour les chercheurs afin d'évaluer de manière indépendante l'amplification algorithmique sur chacune des plateformes. Un plus grand accès aux contenus retirés des plateformes, que ce soit parce qu'ils ont été partagés sous forme de *stories* ou parce que signalés, serait aussi bénéfique du point de vue de la recherche sur la désinformation et les méfaits en ligne.



Développer des infrastructures de données partagées

Étudier l'environnement d'information et la désinformation qui y circule requiert une quantité astronomique de données. Les infrastructures actuelles sont largement inadéquates et inefficaces. La plupart des chercheurs collectent de nouvelles bases de données pour chaque nouveau projet et les données ne sont généralement pas collectées dans l'optique d'être réutilisables. Développer des infrastructures de données partagées et des approches permettant de mieux suivre les conversations d'une plateforme à l'autre contribuerait à rendre la recherche sur l'environnement d'information beaucoup plus efficace et accessible pour la communauté scientifique en général et à améliorer notre compréhension de ses caractéristiques et ses effets. Ces infrastructures de données partagées devraient nécessairement impliquer des partenariats interuniversitaires, mais aussi interétatiques.

Table des matières

Introduction	10
01. Contexte: La désinformation électorale et la confiance dans l'administration des élections	14
02. Portrait de la mésinformation lors de l'élection	20
03. Perceptions des Québécois sur l'enjeu de la mésinformation	33
04. Mésinformation liée au vote et à l'intégrité de l'élection	39
05. Méfiance à l'égard des médias et des sondages	48
06. Les enjeux	54
07. Conclusions et recommandations	59
08. Appendices	64
09. Bibliographie	70

Introduction

La mésinformation pose une menace sérieuse pour la démocratie. Obtenir de l'information exacte et fiable est nécessaire afin de permettre aux citoyens de faire les choix politiques les plus éclairés possible et de tenir les gouvernements imputables durant, mais aussi au-delà des élections. Dans l'ensemble des démocraties, la propagation de fausses informations par les leaders populistes, les médias alternatifs et les citoyens polarisés, accélérée par l'avènement des médias sociaux, a contribué à un désordre de l'information et une érosion de la cohésion sociale et de la confiance dans les institutions et processus démocratiques.

Les élections sont considérées comme étant une période particulièrement propice pour les acteurs souhaitant propager de la désinformation en raison de l'attention accrue que les citoyens portent aux enjeux politiques et du potentiel plus grand d'influencer les décisions politiques. Bien que le Québec ne soit pas aussi polarisé politiquement et que les acteurs propageant de la désinformation n'aient pas la même portée et les mêmes ressources qu'aux États-Unis, les discours ayant circulé suivant l'attentat de la Mosquée de Québec, de même que durant la pandémie de COVID-19, montrent que le Québec n'est pas à l'abri de la désinformation.

L'élection québécoise de 2022 était d'un intérêt particulier dans la mesure où il s'agissait de la première élection québécoise depuis le début de la pandémie de COVID-19, mais également depuis l'élection présidentielle américaine de 2020, au cours de laquelle les allégations de fraude électorale massive faites par le président sortant ont significativement diminué la confiance des Républicains envers les résultats électoraux et ont mené à l'insurrection du Capitole le 6 janvier 2021. Ces événements ont eu une incidence sur les discours ayant circulé lors de l'élection fédérale canadienne de 2021 et risquaient d'être tout aussi présents lors de l'élection provinciale québécoise de 2022.

Bien que les initiatives visant à protéger l'intégrité des élections, de même que les études sur la désinformation électorale en général, aient principalement porté sur les élections nationales, les élections québécoises nous apparaissent aussi dignes d'intérêt dans la mesure où le Québec constitue une minorité francophone en Amérique du Nord et dispose

donc d'un écosystème d'information différent de celui présent dans le reste du Canada. Les Québécois et Québécoises ont aussi, contrairement aux résidents de la plupart des autres provinces, un attachement plus fort à l'égard de la politique provinciale que la politique nationaleⁱ, comme démontré notamment par les taux de participation généralement plus élevés lors des élections provinciales au Québec

Description du projet et de la méthode

Le *Projet sur la désinformation électorale au Québec* a été mis sur pied tout juste avant le début de la campagne électorale québécoise de 2022 afin 1) de rapidement identifier la mésinformation et la désinformation pouvant avoir une incidence sur la campagne et l'élection, 2) d'évaluer sa propagation et ses effets sur les attitudes et comportements des Québécois, et 3) de documenter les perceptions des Québécois et Québécoises à l'égard de la mésinformation.

Le projet repose sur trois types de données :

1. Données des médias sociaux :

Les chercheurs du Projet ont passé des centaines d'heures sur les médias sociaux dans le but d'analyser les discours circulant en lien avec l'élection et d'identifier la mésinformation avant qu'elle ne devienne virale. Cette veille humaine des médias sociaux a été couplée à une analyse computationnelle des contenus circulant et obtenant beaucoup d'interactions sur les différentes plateformes de médias sociaux. Les analyses dans ce rapport sont basées sur un échantillon de plus de 2,3 millions de tweets en lien avec la politique québécoise, lesquels ont été identifiées à l'aide d'une liste de mots clés, hashtags, identifiants et mentions. Par exemple, nous avons collecté tous les tweets utilisant le mot « Québec », mentionnant un parti ou un chef de parti, un slogan électorale ou les principaux hashtags liés à l'élection ou à la politique québécoise (polqc, assnat, qcpoli et autres). Plus de détails sont fournis en Appendice A et B. Tout au long du rapport, des captures d'écran provenant de la veille humaine et un examen du volume et des thèmes de mésinformation provenant de la veille computationnelle permettent de mieux comprendre le rôle qu'a joué la mésinformation lors de l'élection québécoise de 2022.

2. Données de sondages :

Le Projet incluait des sondages préélectoral et postélectoral visant à évaluer la diffusion de certaines nouvelles vraies et fausses et de documenter les perceptions des Québécois et Québécoises sur la mésinformation et leur confiance dans le processus électoral. Un échantillon d'environ 100 Québécois et Québécoises constitué pour être représentatif en termes d'âge, de sexe et de représentation régionale a été interrogé chaque jour de la campagne, du 29 août au 2 octobre, pour un total de plus de 3700 répondants. 1547 de ces répondants ont été recontactés et ont répondu au sondage postélectoral, lequel a été administré du 14 au 16 octobre. Dans toutes les analyses incluses dans ce rapport, les données sont pondérées en fonction de l'âge, du sexe et de la région afin d'assurer leur représentativité. Plus de détails sur la méthodologie sont fournis dans l'Appendice C.

3. Données des médias :

Le Projet a établi un partenariat avec le **Centre d'études sur les médias** de l'Université Laval afin qu'ils incluent des questions sur la mésinformation à leur analyse de la couverture médiatique et du respect des normes journalistiques par les principaux médias québécois (*Radio-Canada*, *La Presse* et les médias de Québecor), qu'ils ont l'habitude de réaliser lors de chaque élection provinciale. À l'aide d'un codage systématique de tout contenu faisant mention de l'enjeu de la més/désinformation, cette analyse permet de mieux comprendre dans quelle mesure et comment les médias québécois ont abordé l'enjeu de la mésinformation et exercé leur rôle de vérification des faits durant l'élection. Les résultats de cette analyse seront présentés dans un rapport séparé.

Définition de la mésinformation et de la désinformation

Au cours des dernières années, les étiquettes comme « fausses nouvelles », « mésinformation » et « désinformation » ont été politisées et utilisées par certains politiciens, organisations médiatiques et citoyens pour attaquer et décrédibiliser ceux ayant des opinions politiques différentes.ⁱⁱ Dans cette optique, il apparaît utile de fournir une définition de ce que sont la mésinformation et la désinformation.

Les termes mésinformation et désinformation réfèrent tous les deux à des informations fausses ou trompeuses, c'est-à-dire des informations qui contredisent les meilleures preuves scientifiques disponibles.ⁱⁱⁱ La distinction vient du fait que la désinformation implique que les fausses informations sont créées ou partagées dans le but d'induire en erreur, de causer du

tort ou de réaliser des gains (politiques, financiers, etc.), alors que la mésinformation inclut *aussi* les fausses informations qui sont propagées accidentellement ou en raison d'un simple manque de connaissances sur un enjeu.

À travers le rapport, nous utiliserons le terme « mésinformation » pour discuter des fausses informations étant partagées par des citoyens ordinaires sur les médias sociaux, considérant qu'il est généralement difficile d'évaluer les intentions des utilisateurs (parfois anonymes) qui la propagent.

Contenu du rapport

Le rapport se décline en huit sections. La première section offre des éléments de contexte sur le rôle de la mésinformation lors des élections dans les démocraties avancées et sur les facteurs qui rendent le Québec relativement résilient par rapport à la mésinformation. La deuxième section présente un portrait de la mésinformation lors de l'élection québécoise de 2022, incluant une évaluation du volume et des thématiques de mésinformation durant l'élection, ainsi qu'une comparaison de la propagation et la véracité perçue de la mésinformation par rapport aux nouvelles véridiques ayant circulé durant la campagne.

La troisième section discute des perceptions que les Québécois ont de l'enjeu de la mésinformation. On y présente notamment des données sur le pourcentage de Québécois qui estiment avoir été exposés à de la mésinformation pendant l'élection, sur ce que les Québécois perçoivent comme étant de la mésinformation, de même que sur les effets perçus de la mésinformation sur l'élection québécoise.

Les sections quatre à six présentent un examen de trois thèmes importants de mésinformation pendant l'élection : l'intégrité électorale, les sondages et les médias, et la COVID-19. La quatrième section présente une évaluation du volume et des thématiques de discussions en lien avec la fraude électorale tout au long de la période électorale, de même que des attributs de ceux qui n'ont pas confiance dans le processus électoral. La cinquième section détaille comment les médias et certaines firmes de sondage ont été présentés comme d'importants propagateurs de mésinformation ou comme faisant partie d'un complot avec le gouvernement dans certaines communautés en ligne. Finalement, la sixième section s'attarde à l'importance de la mésinformation en lien avec la COVID-19 et les changements climatiques durant l'élection.

Finalement, la dernière section présente nos principales conclusions et recommandations.

01. Contexte:

La désinformation électorale et la confiance dans l'administration des élections

Bien que la mésinformation et la désinformation ne soient pas des phénomènes nouveaux lors des élections, elles ont occupé une place plus importante dans la rhétorique des candidats, principalement les candidats populistes de droite^{iv}, et ont été davantage abordées dans la sphère publique et médiatique au cours des dernières élections.

De manière générale, les élections sont une période propice à la circulation de désinformation ciblée^v compte tenu du niveau d'attention supérieur que les citoyens portent aux débats politiques et du fait que ceux-ci sont appelés à décider qui les gouvernera pour les prochaines années. Considérant la place grandissante jouée par les communications numériques lors des élections, ainsi que les possibilités d'ingérence et de manipulation qu'elles engendrent, les élections sont de plus en plus considérées comme un enjeu de sécurité nationale.^{vi} Qu'elle soit propagée par des acteurs nationaux ou étrangers, la désinformation peut notamment être utilisée afin d'influencer le vote en faveur du candidat désiré, de décourager certains segments de l'électorat de voter ou de diminuer la confiance envers le processus électoral.^{vii}

Dans les pays où l'on retrouve plusieurs partis en compétition, incluant l'Allemagne et l'Italie, il a été démontré que l'exposition à la désinformation pouvait avoir pour effet d'augmenter l'aliénation de certains groupes de citoyens à l'égard des principaux partis et d'augmenter leur propension à appuyer les partis à tendance populiste (bien que l'exposition aux fausses nouvelles ne puisse pas, à elle seule, expliquer la montée des partis populistes).^{viii} La désinformation peut aussi avoir une incidence sur la participation électorale, notamment lorsqu'utilisée pour induire certains groupes d'électeurs précis en erreur concernant l'endroit, le moment et la manière de voter.^{ix}

Dans le cas américain, l'intégrité de l'élection était l'une des thématiques principales de désinformation lors des deux dernières élections présidentielles. En 2016, Donald Trump a répété à plusieurs occasions que les sondages, l'administration électorale et les médias étaient biaisés contre lui, qu'Hillary Clinton ferait tout pour « voler » l'élection, que les votes

ne seraient pas comptés correctement et que les immigrants illégaux voteraient massivement.^x En 2020, ses principaux discours ont mis en doute l'intégrité du vote par la poste. Le président sortant a refusé de reconnaître la victoire de Joe Biden et continué de répéter que l'élection lui avait été volée malgré le fait que plusieurs vérifications et tribunaux aient démenti les allégations de fraude électorale massive.^{xi} Ces allégations ont contribué à une érosion massive de la confiance envers l'intégrité de l'élection parmi ses partisans^{xii}, participant à ce qu'environ la moitié d'entre eux croient aux discours de fraude électorale massive et à l'affirmation selon laquelle il aurait gagné l'élection.^{xiii} Ces événements ont aussi mené à l'attaque contre le Capitole le 6 janvier 2021, au cours de laquelle des manifestants radicaux ont envahi le Capitole afin d'empêcher la certification des résultats de l'élection. Ces événements ne sont pas sans conséquences pour le Canada. Des discours directement inspirés des allégations de fraude électorale de Donald Trump se sont propagés lors de l'élection fédérale canadienne de 2021^{xiv} et risquaient d'être utilisés lors de l'élection québécoise de 2022 afin de miner la confiance envers le processus électoral.

Cela étant dit, la plupart des citoyens ne sont, de manière générale, pas exposés à un volume important de désinformation. Dans la plupart des cas, la désinformation demeure concentrée au sein d'un groupe restreint d'individus qui ont une forte tendance à s'informer sur les médias sociaux et à volontairement s'exposer à des sources présentant du contenu conforme à leurs croyances, y compris du contenu contenant de fausses informations.^{xv} En guise d'exemple, il a été estimé que, lors de l'élection présidentielle américaine de 2016, 1 % des utilisateurs de Twitter ont été exposés à 80 % des fausses nouvelles et 0,1 % des utilisateurs étaient responsables de la propagation de 80 % des fausses nouvelles.^{xvi} La désinformation peut toutefois rejoindre un public plus large lorsque propagée par des figures politiques et médiatiques disposant d'un large auditoire.^{xvii}

Le Québec face à la désinformation

Le Canada est considéré comme étant relativement résilient face à la désinformation en raison notamment du fait que le pays est peu polarisé politiquement comparativement notamment aux États-Unis, et que les citoyens ont un niveau de confiance relativement élevé dans les principaux médias d'information (bien que le niveau de confiance ait diminué)^{xviii}, qui présentent un faible risque de désinformation.^{xix} L'utilisation de plus en plus importante des médias sociaux pour obtenir de l'information^{xx}, de même que la consommation élevée d'information en provenance des États-Unis, surtout dans le Canada anglais, constituent toutefois des facteurs de vulnérabilité.^{xxi} Néanmoins, la désinformation et la désinformation n'ont pas joué un rôle majeur lors des élections fédérales canadiennes de 2019 et 2021.^{xxii} Bien que les événements entourant l'élection présidentielle américaine de 2020 aient mené à une légère diminution de la confiance envers le processus électoral chez les Canadiens à l'extrême droite de l'échiquier politique, les Canadiens de gauche seraient en fait devenus plus confiants envers le processus électoral en réaction à ces événements.^{xxiii}

Le Québec présente un cas particulier au sein du Canada puisqu'il constitue une minorité francophone en Amérique du Nord. Il y a moins d'incitatifs à créer et propager des fausses nouvelles au Québec puisque le bassin de population est relativement petit et que le reste du monde s'intéresse relativement peu à ce qui se passe dans la province, ce qui rend la production de désinformation moins profitable que dans un pays comme les États-Unis.^{xxiv} Malgré l'émergence de plusieurs médias « alternatifs » proposant un contenu idéologiquement marqué au cours des dernières années, il n'existe pas au Québec de sites de fausses nouvelles rejoignant un auditoire pouvant se rapprocher de celui des médias traditionnels comme *Radio-Canada*, *La Presse* ou les médias de Québecor. La désinformation tend à provenir principalement d'influenceurs et de pages sur les médias sociaux visant à « réinformer » la population.

Au-delà du marché, la différence linguistique rend aussi les Québécois moins susceptibles d'être directement exposés à l'écosystème d'information américain. Alors qu'une partie importante de la désinformation circulant sur les médias sociaux pendant la pandémie provenait des États-Unis, les Québécois francophones sont demeurés, en général, un peu moins susceptibles d'être influencés par cette désinformation, malgré le fait que les principales figures conspirationnistes québécoises aient pris soin de traduire et adapter cette désinformation au contexte québécois.^{xxv}

Cela ne signifie pas que le Québec est immunisé contre la désinformation, loin de là. La Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents estime qu'il y aurait environ 6 % d'adhérents complotistes convaincus au Québec et autour de 20 % d'adhérents appuyant certaines théories conspirationnistes sans y adhérer de manière systématique, des pourcentages similaires à ceux que nous avons observés lors de l'élection canadienne fédérale de 2021.^{xxvi} Bien qu'il puisse arriver à n'importe qui de croire de fausses informations, surtout lorsqu'elles confortent des opinions politiques existantes, les personnes les plus susceptibles d'y adhérer tendent à avoir, au Québec comme ailleurs, une plus forte propension à présenter des symptômes de détresse psychologique, à se méfier des institutions politiques et médiatiques et à s'informer principalement sur les médias sociaux, dont les plateformes alternatives.^{xxvii}

Les études sur la désinformation électorale se sont principalement concentrées sur les élections nationales, mais nous croyons que les élections provinciales méritent tout autant d'être étudiées et protégées. Porter attention aux élections provinciales semble d'autant plus important dans une fédération relativement décentralisée comme le Canada et dans une province qui, en raison du fait qu'elle constitue la seule province à majorité francophone en Amérique du Nord, présente un écosystème d'information différent de celui présent dans le reste du pays.

Consommation médiatique au Québec

Cette section dresse un bref portrait de la consommation médiatique au Québec afin de mieux comprendre l'environnement d'information dans lequel évoluent les Québécois et Québécoises.

La télévision demeure la principale source d'information politique au Québec, alors que plus de 43 % des Québécois indiquent utiliser principalement ce médium pour s'informer politiquement. Comme illustré dans la Figure 1, l'utilisation de la télévision comme principale source d'information est fortement influencée par l'âge. Elle constitue la principale source d'information d'environ 60 % des 55 ans et plus, comparativement à tout juste 20 % chez les moins de 35 ans.

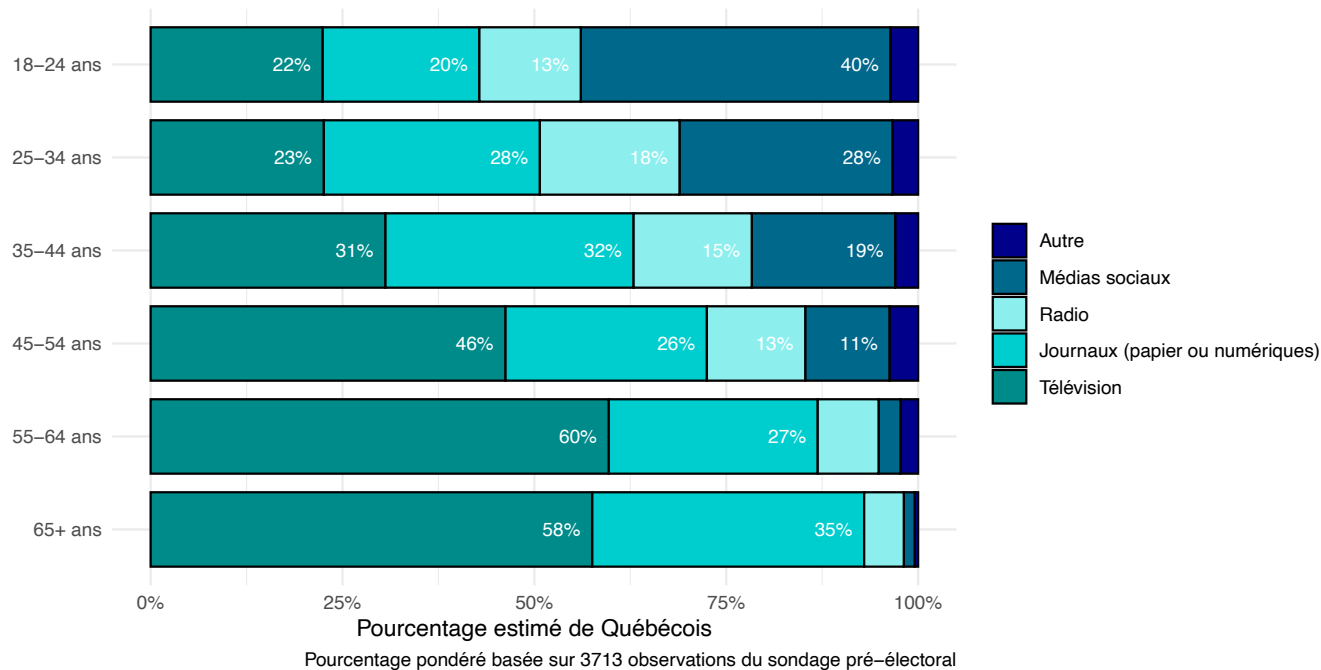


Figure 1. Principale source d'information politique par groupe d'âge

Les Québécois utilisent de plus en plus les médias sociaux comme source d'information politique. Cette tendance est particulièrement marquée chez les 18 à 24 ans, chez qui les médias sociaux constituent de loin la principale source d'information (40 % des répondants),

de même que chez les 25 à 34 ans, chez qui ils arrivent essentiellement à égalité au premier rang avec les journaux imprimés et numériques à 28 %. Cela dit, les médias sociaux demeurent une source d'information politique non négligeable chez les générations plus âgées, bien qu'ils ne soient pas la principale. En effet, lorsque questionnés sur la fréquence de leur exposition à des nouvelles politiques sur les médias sociaux, 19 % des 55 ans et plus indiquent y être exposés chaque jour et plus de 40 % indiquent y être exposés au moins plusieurs fois par semaine.

La Figure 2 détaille l'utilisation de chacune des plateformes numériques à des fins d'information politique. La ligne pointillée indique le pourcentage de Québécois ayant indiqué utiliser chacune des plateformes pour de l'information politique, alors que les barres indiquent le pourcentage par groupe d'âge. Facebook est de loin la plateforme la plus utilisée pour de l'information politique au Québec (45 %), suivie par Twitter (14 %), Instagram (14 %), YouTube (12 %) et TikTok (8 %).^{xxviii}

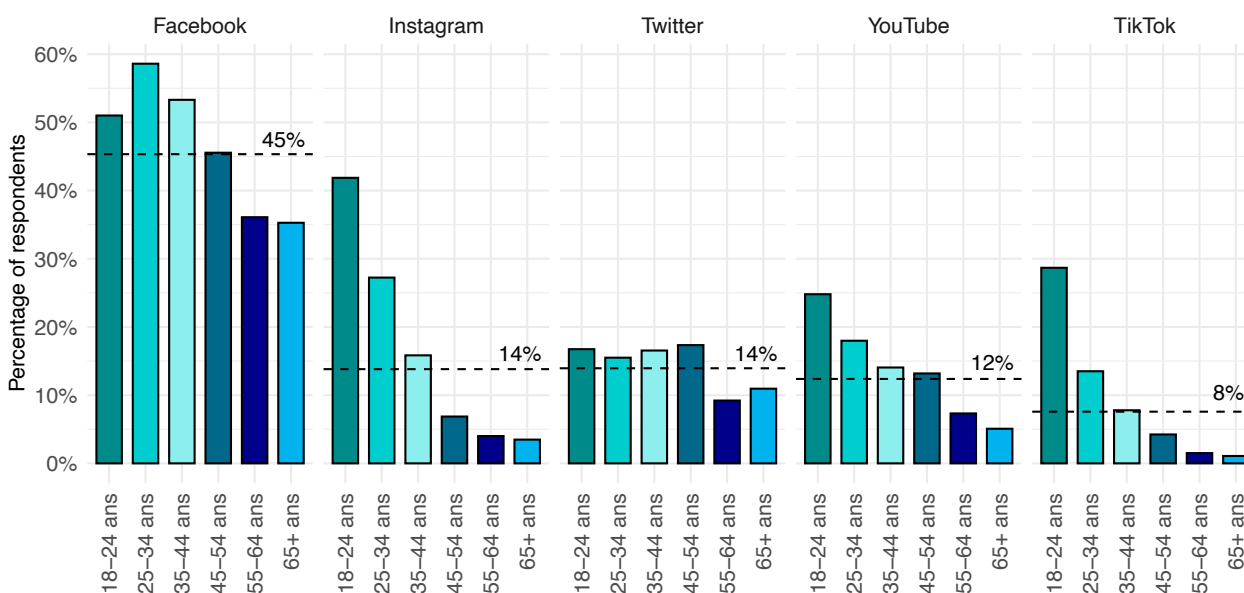


Figure 2. Exposition à de l'information politique sur les plateformes de médias sociaux par groupe d'âge

Bien que les plus jeunes soient généralement plus enclins à s'informer politiquement sur les réseaux sociaux, cette différence n'est pas systématique et varie d'une plateforme à l'autre. L'écart est très prononcé dans le cas de TikTok, qui constitue une source d'information

politique très importante chez la plus jeune génération. En effet, 29 % des 18 à 24 ans déclarent s’y informer politiquement, une proportion qui chute à 14 % chez les 25 à 34 ans, puis à moins de 8 % chez les 35 ans et plus. L’utilisation de TikTok comme source d’information politique semble d’ailleurs en hausse, alors que notre rapport produit lors de l’élection fédérale de 2021 indiquait que seulement 15 % des Canadiens âgés entre 18 et 25 ans étaient exposés à de l’information politique sur cette plateforme. Une tendance similaire est observable pour Instagram, qui est fréquemment utilisée comme source d’information politique chez les plus jeunes (plus de 40 % chez les moins de 25 ans) et dont l’usage décline drastiquement dans les groupes plus âgés.

Une tendance générationnelle est aussi observable dans l’utilisation de Facebook comme source d’information politique, mais elle est nettement moins marquée. En effet, ce sont les 25 à 34 ans qui ont le plus tendance à s’y informer politiquement (59 %), alors que viennent par la suite les 35-44 ans (53 %), puis finalement les 18 à 24 ans (51 %). Facebook est d’ailleurs la seule plateforme qui soit utilisée massivement par les 55 ans et plus (plus de 35 %). Une conclusion similaire s’applique à l’utilisation de Twitter, qui est utilisée de manière similaire par tous les groupes d’âge entre 18 et 54 ans (un peu plus de 15 %) et demeure utilisée par une proportion non négligeable des 55 ans et plus (autour de 10 %). Cela dit, cette plateforme demeure nettement moins populaire que Facebook comme source d’information politique.

En somme, les plateformes de médias sociaux constituent une source importante d’information politique au Québec, particulièrement chez les plus jeunes générations. Cette dynamique est importante puisque qu’utiliser les médias sociaux comme source d’information augmente la probabilité d’exposition et d’adhésion aux fausses informations circulant dans la sphère publique.^{xxix}

02. Portrait de la mésinformation lors de l'élection

Bien que la campagne électorale ait principalement porté sur d'autres sujets, incluant la santé, l'environnement, le coût de la vie, l'immigration et le déclin du français, la mésinformation y a été un sujet de discussion plus important qu'à l'habitude, allant au-delà de la simple vérification des déclarations des chefs de partis lors des débats.

Comme indiqué en introduction, nous avons collecté plus de 2,3 millions de tweets publiés durant la période électorale et portant sur la politique québécoise (voir l'Appendice A pour la méthodologie). La Figure 3 montre le pourcentage de tweets liés à l'élection contenant un mot clé qui peut être associé à la mésinformation, soit tous les mots incluant les séries de caractères suivants : « mésinfo », « désinfo », « réinfo », « fausses nouvelles », « fausses informations », « faussetés », « conspiration », « complot », « mentir » et « infox », ainsi que leurs équivalents en anglais. Les mots qui incluent d'autres caractères, tels que « désinformer » ou « complotiste » sont également codés comme traitant de mésinformation. Comme le montre le graphique, le thème de la mésinformation a constitué, en moyenne, entre 0,5 et 1 % des discussions quotidiennes en lien avec l'élection sur Twitter durant la campagne.

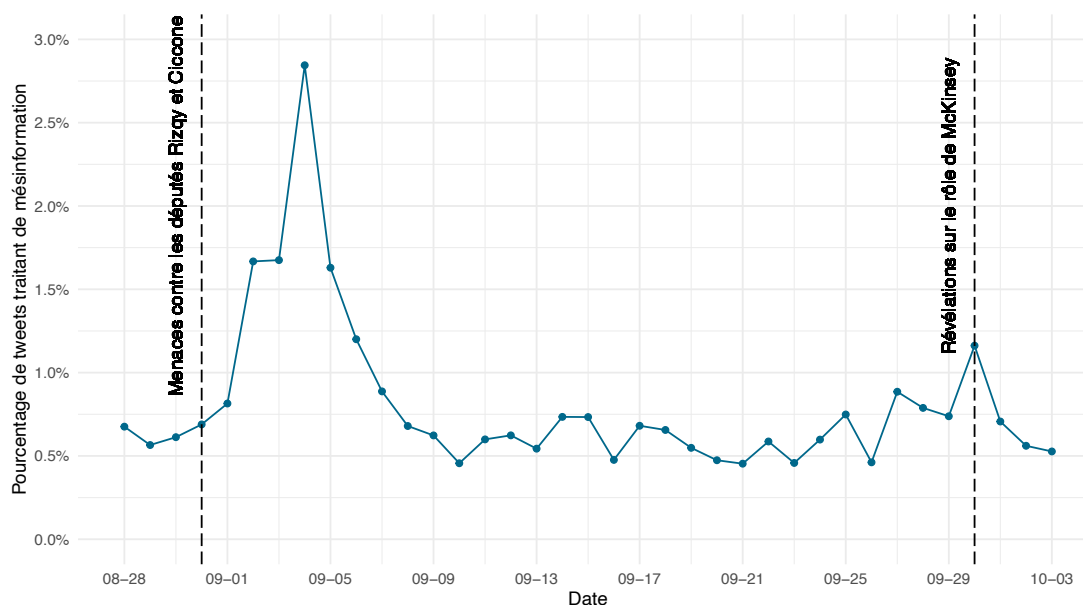


Figure 3. Pourcentage de tweets traitant de la mésinformation durant la campagne électorale

En début de campagne, plusieurs candidats et bénévoles ont été victimes de menaces. Les députés libéraux Marwah Rizqy et Enrico Ciccone ont notamment reçu des menaces de mort et le bureau de comté d’Enrico Ciccone a été vandalisé. Deux bénévoles du Parti conservateur ont aussi été menacés à l’arme blanche alors qu’ils posaient des pancartes. Ces événements ont amené un questionnement collectif sur le rôle de la mésinformation dans la détérioration du climat social au Québec. La députée Marwah Rizqy, ainsi que plusieurs journalistes et citoyens ont pointé du doigt le Parti conservateur et ses partisans pour la détérioration du climat social, menant à la publication de plusieurs articles journalistiques sur le sujet. C’est en lien avec ces événements que la mésinformation a été le plus discutée durant la campagne, atteignant près de 3 % des discussions en lien avec la politique québécoise. On observe, en effet, un pic de discussions entre le 2 et le 5 septembre, en réaction aux menaces contre les députés libéraux, lesquelles ont été couvertes par les médias à partir du 31 août.^{xxx}

Un deuxième sommet de discussions de la mésinformation, de moins grande envergure toutefois, apparaît le 30 septembre, en lien avec la publication de l’enquête de *Radio-Canada* sur le rôle joué par la firme McKinsey dans la gestion de la pandémie au Québec. Le sommet s’explique notamment par le fait que plusieurs internautes ont fait allusion au complotisme en réaction à cette nouvelle.

Thèmes de la mésinformation

Nous avons évalué les thématiques de discussions en lien avec l'élection en comparant le volume de discussions sur certains enjeux parmi la population en générale et les utilisateurs ayant tendance à propager de la mésinformation. Nous nous sommes particulièrement intéressés aux enjeux suivants : le processus électoral, la COVID-19, l'environnement, l'immigration, la langue et le coût de la vie. La Figure 4 montre le volume de discussion sur ces enjeux dans la population en général (ou plutôt le segment de la population utilisant Twitter et ayant publié des tweets et retweets en lien avec la politique québécoise), ainsi que chez une cinquantaine (49) d'utilisateurs québécois parmi ceux ayant le plus activement tenu des propos de nature conspirationniste sur Twitter durant la campagne.^{xxxii} Les dictionnaires utilisés pour mesurer le volume de discussions sont inclus en Appendice B. L'utilisation de dictionnaires relativement simples mène nécessairement à une sous-estimation du volume de discussion, ceux-ci ne permettant pas d'identifier l'entièreté des tweets portant sur un enjeu, mais permet néanmoins d'obtenir un aperçu du volume et des dynamiques de discussions durant la campagne.

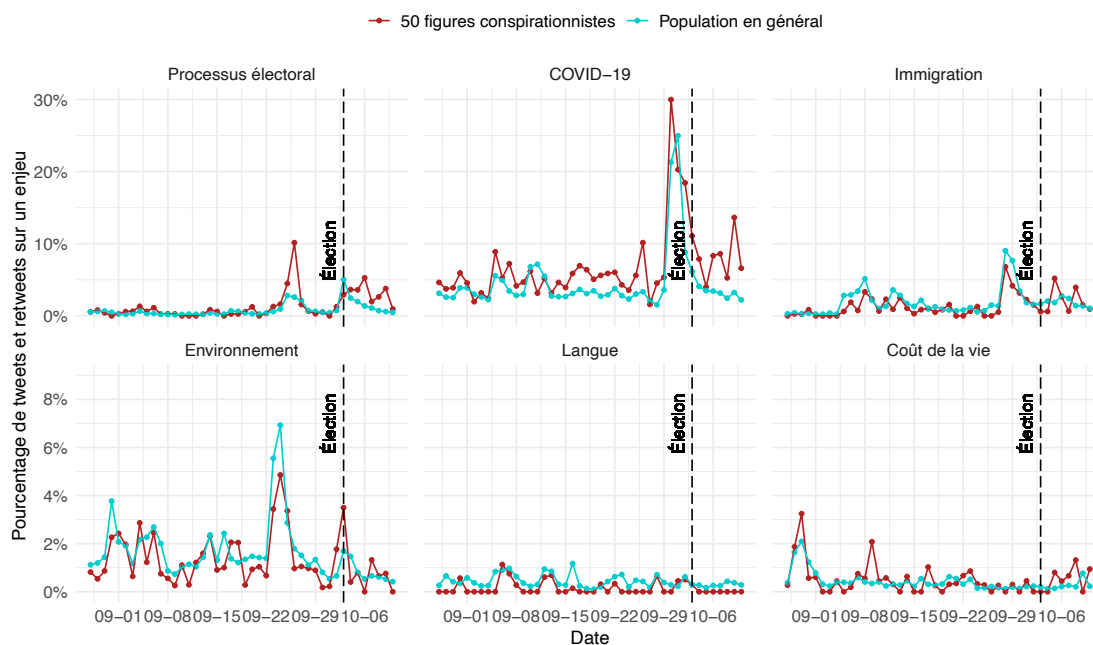


Figure 4. Comparaison du volume de discussions par enjeux sur Twitter chez une cinquantaine de comptes conspirationnistes parmi les plus actifs durant la campagne et dans la population générale

Les résultats montrent que les utilisateurs aux discours conspirationnistes ont eu davantage tendance à discuter du processus électoral que le reste de la population, surtout lors du vote par anticipation et au lendemain de l'élection, où l'on observe un pic de discussions sur le sujet. Les utilisateurs aux tendances conspirationnistes ont aussi davantage abordé le sujet de la COVID-19, et ce, durant presque l'entièreté de la période électorale. Chez les deux groupes, le volume de discussions sur la COVID-19 a été le plus élevé le 30 septembre (plus de 25 % des tweets en lien avec la politique québécoise), en réaction aux révélations sur le rôle de la firme McKinsey dans la gestion de la pandémie.

En comparaison, on observe un volume de discussion similaire entre les deux groupes, quoique légèrement moins élevé parmi les utilisateurs aux discours conspirationnistes, sur l'environnement et l'immigration. L'environnement a été davantage discuté aux alentours du 23 septembre, journée de manifestations pour le climat à Montréal et à travers le monde. Concernant l'immigration, les volumes plus élevés correspondent avec les fausses déclarations du premier ministre François Legault liant l'immigration à la violence et du ministre sortant de l'Immigration, Jean Boulet, selon laquelle « 80 % des immigrants s'en vont à Montréal, ne travaillent pas, ne parlent pas français ou n'adhèrent pas aux valeurs de la société québécoise » (voir la section *Circulation des nouvelles vraies et fausses* pour plus de détails). Finalement, la langue et le coût de la vie semblent avoir été assez peu discutés sur Twitter durant la campagne, et ce, tant parmi les figures conspirationnistes que la population en général.

Il est à noter que la présente analyse s'attarde uniquement au volume de discussions, les données montrant que ceux adhérant à la pensée conspirationniste ont davantage discuté de l'intégrité électorale et de la COVID-19 durant la campagne. Comme il sera détaillé dans les prochaines sections, la nature des discussions sur ces enjeux était aussi très différente dans les deux groupes, les communautés aux tendances conspirationnistes étant davantage suspicieuses et étant plus susceptibles d'avoir des aprioris négatifs sur l'intégrité électorale et la COVID-19 que les autres Québécois.

Évaluation de la propagation de la désinformation

Afin d'examiner dans quelle mesure la désinformation réussit à se propager et à générer des réactions sur les médias sociaux, nous avons comparé le nombre de réactions générées par les publications des principaux leaders conspirationnistes au Québec par rapport à celles des partis et de leur chef. Parmi la cinquantaine de comptes aux tendances conspirationnistes décrite ci-dessus, nous avons conservé les 10 comptes dont les publications ont généré le plus de réactions (mentions « J'aime » et partages), lesquels constituent pour la plupart des leaders conspirationnistes connus disposant d'un large auditoire (ces leaders sont suivis par plus de 15 000 utilisateurs en moyenne). Nous avons comparé le nombre moyen de réactions obtenues par publication à celui des cinq principaux partis politiques et de leurs chefs.

L'analyse est basée sur 938 tweets originaux pour les partis politiques, 1087 tweets pour les chefs de partis et 896 tweets pour les personnalités conspirationnistes.

Comme le montre la Figure 5, le contenu publié par les principales figures conspirationnistes a généré, en moyenne, un nombre similaire de mentions « J'aime » et de partages que le contenu publié par les chefs de partis et plus de mentions « J'aime » et de partages que le contenu publié par les partis politiques. Ces résultats pourraient refléter le fait que le contenu qui génère des émotions négatives tend à générer plus d'interactions et à se propager plus rapidement en ligne et que la communauté conspirationniste forme un réseau relativement actif et cohésif en ligne. Dans tous les cas, ces résultats génèrent des questions sur le type de contenu mis de l'avant par les algorithmes des plateformes de médias sociaux durant une élection.

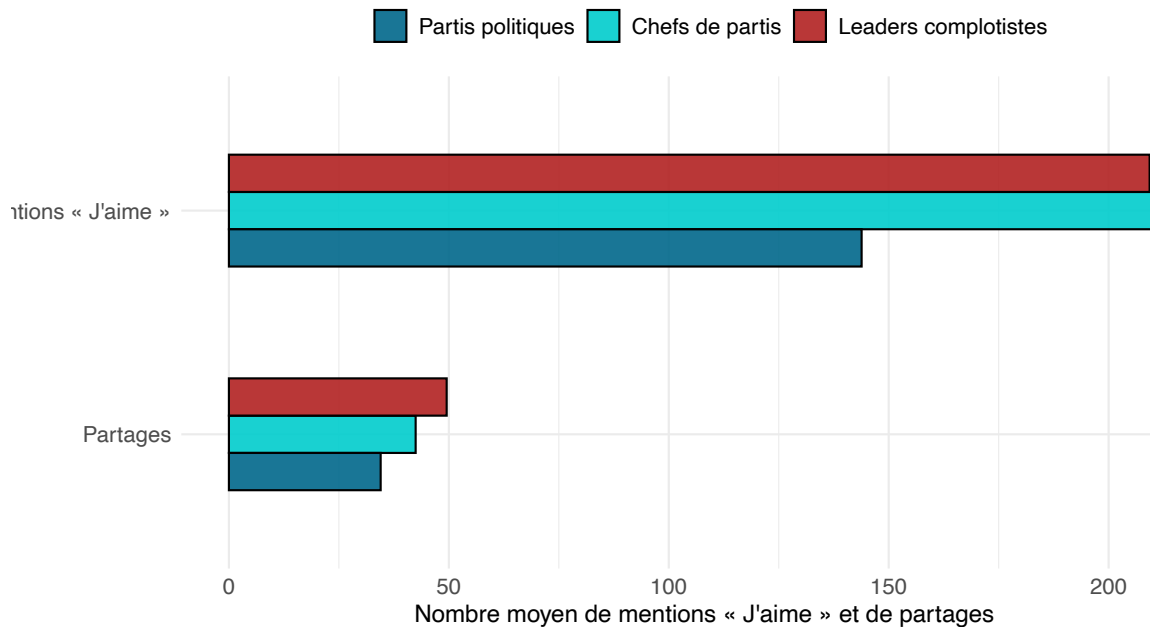


Figure 5. Comparaison du nombre moyen de mentions « J'aime » et de partages par tweet original pour les cinq principaux partis politiques québécois, les cinq principaux chefs de partis et les 10 figures conspirationnistes québécoises ayant généré le plus d'interactions durant la campagne

Circulation des nouvelles vraies et fausses

L'un des objectifs du projet était d'identifier la mésinformation circulant durant la campagne et d'examiner sa propagation et sa capacité à convaincre les électeurs. Pour ce faire, nous avons utilisé une veille ethnographique des médias sociaux, laquelle portait attention aux conversations en lien avec la politique québécoise sur une variété de plateformes et d'enjeux, afin d'identifier les faux discours qui semblaient vouloir se propager et pouvaient avoir une incidence sur l'élection. Nous avons utilisé le sondage préélectoral et postélectoral afin d'évaluer la propagation et la capacité de convaincre de ces fausses nouvelles en comparaison avec de vraies nouvelles politiques ayant circulé durant la campagne.

Pendant la période électorale, nous avons questionné les répondants à propos des quatre principaux incidents de mésinformation suivants :

Incident 1 : *Les grandes firmes de sondages publient des résultats biaisés afin d'influencer le résultat de l'élection* (voir la *Section 5* du rapport pour plus de détails sur cet incident).

Incident 2 : *Les CHSLD ont reçu une lettre annonçant que, suite à une réélection de la CAQ, l'ensemble du Québec serait à nouveau confiné* (voir Figure 6). Cette fausse information, ayant notamment été repartagée plus d'une centaine de fois sur Twitter, s'inscrit au sein d'un discours plus large selon lequel la Coalition Avenir Québec aurait prévu réinstaurer les mesures sanitaires en place durant la pandémie, ainsi que d'autres mesures plus extrêmes advenant sa réélection. Plusieurs personnes travaillant dans les CHSLD ont démenti la rumeur selon laquelle ils auraient reçu une telle lettre. Le premier ministre sortant, François Legault, de même que son ministre de la Santé Christian Dubé ont indiqué durant la campagne qu'il n'était pas prévu qu'ils remettent les mesures sanitaires en place, mais qu'ils ne seraient pas gênés de le faire si cela devenait nécessaire.^{xxxii} Plus de détails sur ces discours sont fournis dans la *Section 6* du rapport.



Figure 6. Fausse information au sujet d'un reconfinement général advenant la réélection d'un gouvernement de la Coalition Avenir Québec

Incident 3 : *Les manifestations « Dehors la CAQ », prévues le 1^{er} octobre, sont organisées par le Parti conservateur.^{xxxiii} Le 1^{er} octobre, deux jours avant l'élection générale, des convois de protestation provenant de plus d'une trentaine de villes au Québec se sont rendus à L'Assomption, ville du bureau de circonscription de François Legault, afin d'exprimer leur mécontentement par rapport à la gestion de la pandémie par le gouvernement de la Coalition Avenir Québec. Le chef du Parti conservateur, de même que son attaché de presse, ont nié toute implication dans cette manifestation.*

Incident 4 : *Durant un débat entre candidats, le ministre sortant de l'Immigration a affirmé que « 80 % des immigrants vont à Montréal, ne travaillent pas, ne parlent pas français ou n'adhèrent pas aux valeurs de la société québécoise ». Il est à noter que nous avons interrogé les Québécois sur la véracité de la déclaration du ministre Boulet durant la campagne, alors que nous les avons questionnés sur la véracité de la nouvelle après l'élection. Cette déclaration a notamment été démentie par *La Vérité*, qui a indiqué que 77 % des immigrants dans le Grand Montréal (et 89 % dans le reste du Québec) ont une connaissance du français et que la population immigrante du Grand Montréal a un taux d'emploi similaire, voire supérieur à celui de la population née au Canada.^{xxxiv} Il est à noter que M. Boulet s'est excusé pour cette déclaration et a été sermonné par François Legault, qui a indiqué qu'il s'était « disqualifié » du poste de ministre de l'Immigration.^{xxxv}*

Nous avons comparé la propagation et la véracité perçue de ces incidents à celles des quatre nouvelles suivantes ayant circulé durant la campagne :

- Nouvelle 1 : Le candidat libéral André A. Morin a affirmé « Ce n'est pas quelque chose qui m'inquiète » lorsque questionné sur le déclin du français comme langue parlée à la maison au Québec.^{xxxvi}
- Nouvelle 2 : Au cours des dernières années, Éric Duhaime a accumulé plusieurs milliers de dollars en taxes impayées pour des immeubles dont il est le propriétaire.^{xxxvii}
- Nouvelle 3 : Québec Solidaire propose d'acheter 10 000 maisons, de les rénover et de les revendre à un prix abordable durant un premier mandat.^{xxxviii}
- Nouvelle 4 : Les nouvelles sanctions internationales annoncées par Moscou empêchent François Legault d'entrer en territoire russe.^{xxxix}
- Nouvelle 5 : La firme américaine McKinsey a été payée environ 35 000\$ par jour pour conseiller le gouvernement du Québec sur comment gérer la pandémie.^{xl}

Les résultats sont présentés dans la Figure 7. Les quatre premières nouvelles (en turquoise) sont les nouvelles véridiques, alors que les quatre nouvelles suivantes (en rouge) sont les fausses nouvelles. Les barres blanches montrent le pourcentage de répondants qui rapportent avoir vu, lu ou entendu cette nouvelle, alors que les barres colorées montrent la proportion de ceux qui perçoivent la nouvelle comme étant vraie parmi ceux qui y ont été exposés. Le graphique inclut les résultats tels que mesurés dans la semaine de publication de la nouvelle et dans le sondage postélectoral. Comme indiqué, les répondants ont été questionnés sur la véracité de la déclaration du ministre Boulet dans le sondage préélectoral, alors qu'ils ont été questionnés sur la véracité de la nouvelle selon laquelle le ministre aurait fait cette affirmation dans le sondage postélectoral.

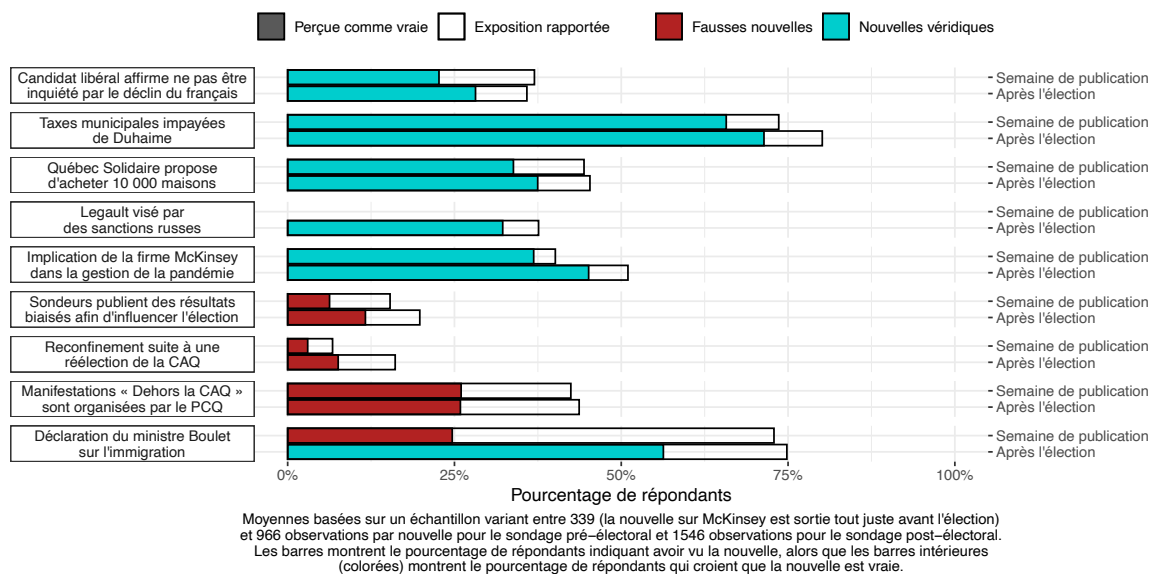


Figure 7. Pourcentage de répondants ayant été exposés et croyant en la véracité de nouvelles vraies et fausses durant la campagne et après l'élection

Les résultats montrent qu'il y a eu beaucoup de variation dans la circulation de la mésinformation durant l'élection. La mésinformation sur les biais des firmes de sondages et sur le reconfinement général suivant une réélection de la CAQ a relativement peu circulé en comparaison avec les nouvelles véridiques, ayant respectivement été vue par seulement 7 et 15 % des répondants durant la campagne. En comparaison, la fausse déclaration du ministre sortant de l'Immigration selon laquelle « 80 % des immigrants vont à Montréal, ne travaillent pas, ne parlent pas français ou n'adhèrent pas aux valeurs de la société québécoise » a été très fortement médiatisée, de sorte que près de trois quarts (73 %) des répondants y ont été exposés durant la campagne. Contrairement aux fausses informations sur les biais des sondages et le reconfinement prévu suivant une réélection de la CAQ, pour lesquels la source d'exposition était beaucoup plus diversifiée, une très forte majorité (80 %) des répondants ayant été exposés à la fausse déclaration du ministre Boulet sur l'immigration ont indiqué en avoir entendu parler via les médias traditionnels. L'exposition à cette nouvelle est comparable au pourcentage de gens qui ont rapporté avoir entendu parler des taxes municipales impayées par le chef du Parti conservateur du Québec (74 %). Il est intéressant de souligner que l'exposition aux principales nouvelles est plus élevée que lors de l'élection fédérale de 2021, alors qu'aucune des nouvelles incluses n'avait été vue par plus de 65 % des répondants. Cela pourrait s'expliquer par le type de nouvelles choisies, mais peut-être aussi par la plus petite taille de l'écosystème d'information au Québec qui pourrait augmenter la probabilité que chacun soit exposé aux nouvelles les plus médiatisées.

De manière générale, les Québécois sont relativement en mesure de distinguer les nouvelles vraies des fausses. En effet, parmi ceux qui ont indiqué avoir été exposés à ces nouvelles, un pourcentage significativement plus élevé de Québécois a cru en la véracité des vraies nouvelles, soit entre 61 % (déclaration du candidat libéral sur le déclin du français, semaine de publication) et 92 % (implication de la firme McKinsey dans la gestion de la pandémie, semaine de publication) qu'en la véracité des nouvelles contenant de fausses informations, soit entre 34 % (déclaration du ministre Boulet sur l'immigration, semaine de publication) et 61 % (organisation des manifestations « Dehors la CAQ » par le PCQ, semaine de publication). Il est à noter que le pourcentage de répondants qui croit la mésinformation demeure relativement élevé puisque l'on s'attarde ici à ceux qui croient en la véracité de ces nouvelles *parmi ceux qui y ont été exposés*. De manière générale, les individus qui ont une plus forte tendance à croire la mésinformation ont aussi une plus forte tendance à volontairement consommer ce type d'information, un phénomène que l'on appelle l'exposition sélective.

Observations par rapport à la diffusion de la mésinformation sur les médias sociaux

Notre ethnographie des médias sociaux durant la période électorale a permis de détecter un volume relativement élevé de mésinformation sur toutes les plateformes. Les principales figures propageant de la mésinformation n'utilisent pas toutes la même stratégie eu égard à leur présence sur les différentes plateformes : certaines sont plus actives sur les plateformes traditionnelles comme Facebook et Twitter, alors que d'autres se concentrent sur TikTok ou sur des plateformes alternatives telles que Rumble, Odyssey et Telegram. Dans tous les cas, ces leaders semblent de plus en plus présents sur une multitude de plateformes et partagent souvent les mêmes messages, à quelques minutes d'intervalle, sur différentes plateformes (Facebook, Twitter, Telegram, TikTok, etc.) afin de rejoindre différents auditoires.

Peu importe la plateforme, la mésinformation était généralement concentrée au sein de certaines communautés relativement homogènes. Comme nous l'avons noté lors de la dernière élection fédérale, la pandémie semble avoir contribué à l'émergence et à l'organisation de communautés ayant tendance à croire et propager des théories du complot en ligne. En d'autres mots, la pandémie semble avoir permis aux individus adhérant à la pensée complotiste de se retrouver et de mieux s'organiser en réseau. L'une des implications est que la mésinformation tend à circuler rapidement à l'intérieur de ces réseaux, qui tendent à s'exposer à (via les comptes et pages qu'ils suivent) et sont prédisposés à croire ce type de contenus, créant des chambres d'écho ou bulles idéologiques. Étant donné l'existence et l'homogénéité relative de ces communautés, les messages publiés par les principales figures du mouvement tendent à obtenir un nombre relativement élevé d'interactions (mentions « J'aime » et partages), surtout dans le cas de Twitter, qui était l'une des principales plateformes de discussions sur l'élection et où les publications obtenaient

souvent plus d'une centaine de réactions. Une partie importante de la mésinformation ayant circulé provenait de ces leaders conspirationnistes ou était alimentée par du contenu qu'ils avaient préalablement publié. Cela dit, les fausses informations semblent circuler relativement peu à l'extérieur de ces réseaux, comme le démontre le faible niveau d'exposition aux fausses nouvelles sur les sondages biaisés et le reconfinement à venir.

Le niveau de modération de contenus est demeuré relativement bas durant la campagne, la mésinformation en lien avec l'élection n'étant, de manière générale, pas identifiée comme telle ou retirée des plateformes. Cela dit, nous avons vu plusieurs utilisateurs tenter d'éduquer le public et de combattre la mésinformation sur le processus électoral. La modération était aussi plus présente lorsque les publications contenaient des menaces contre certains individus.

La popularité surprenante des vidéos en direct

Bien que l'accessibilité et l'instantanéité de l'information partagée sous la forme de très courts textes, vidéos ou mêmes la rende plus susceptible de se propager à grande échelle, une forme de contenu relativement populaire durant la campagne était les vidéos en direct. Ces vidéos, durant souvent plus d'une heure, ont été utilisées sur une base quasi quotidienne par certaines figures de proue du mouvement conspirationniste afin de discuter de sujets tels que la COVID-19, les changements climatiques, la politique et l'élection québécoise. Elles incluaient généralement des indications permettant aux personnes intéressées à soutenir la création de tels contenus de faire un don. Ces vidéos étaient illustratives de l'organisation du réseau, alors qu'il n'était pas rare de voir certaines figures conspirationnistes s'inviter dans leurs directs respectifs ou commencer à discuter d'un sujet après que celui-ci ait été mentionné par une autre figure du mouvement. Certaines de ces vidéos, contenant de fausses informations, ont été visionnées plusieurs dizaines de milliers de fois. Ce format rend potentiellement plus difficile de détecter et contrer la mésinformation, surtout sur les plateformes qui ne rendent pas les transcriptions disponibles.

Le rôle grandissant et les vulnérabilités de TikTok

Comme indiqué dans la section précédente, TikTok s'impose comme une source de plus en plus importante d'information politique, surtout chez les moins de 25 ans. TikTok a été une source relativement importante de mésinformation durant la campagne, surtout en lien avec l'intégrité électorale. La plateforme présente certaines vulnérabilités face à la mésinformation en raison notamment du fonctionnement de son algorithme et de certaines fonctionnalités offertes, telles que la fonction Duo.

D'abord, le principal outil pour découvrir et consommer du contenu sur TikTok est la page « Pour toi », laquelle offre aux utilisateurs un fil de contenu infini et personnalisé. La consommation d'information sur TikTok est donc un peu moins orientée autour du fait de suivre d'autres pages ou utilisateurs, comme c'est le cas sur Facebook et Twitter. TikTok

sépare ses utilisateurs en créneaux en tenant compte des intérêts personnels de chaque utilisateur. Ces intérêts sont mesurés par le temps qu'un individu passe à visionner chaque type de contenu. Les utilisateurs ayant un intérêt commun pour certains sujets sont regroupés ensemble et la majorité des visionnements viennent de la communauté partageant ce centre d'intérêt. Seules les vidéos qui engendrent un nombre de visionnements supérieur à la moyenne sont présentées à un plus grand nombre d'utilisateurs qui ne sont pas nécessairement des utilisateurs actifs au sein de ce centre d'intérêt. Ainsi, une personne suivant plusieurs utilisateurs propageant de la mésinformation ou portant une attention particulière aux contenus contenant de la mésinformation sur certains sujets risque de se voir offrir du contenu similaire dans leur page « Pour toi », même si ce contenu ne provient pas de comptes suivis par cette personne. La vulnérabilité des utilisateurs de TikTok en ce qui a trait à l'exposition à la désinformation provient de l'insularisation des utilisateurs qui y est particulièrement accentuée. Certains utilisateurs peuvent être peu exposés à des points de vue contraires aux leurs ou à des contenus de vérification de la mésinformation. L'une des chercheuses sur le projet a d'ailleurs observé que l'algorithme continuait de lui proposer des vidéos contenant de la mésinformation plus de deux semaines après leur création et son exposition à celles-ci.

La facilité de la reproduction de l'information sur TikTok augmente la circulation de la mésinformation. Il est très facile pour un utilisateur, parfois anonyme, d'enregistrer et de relayer les contenus produits par d'autres utilisateurs ou provenant des médias traditionnels. Cette reproduction d'information passe principalement par la fonction Duo, qui permet à un utilisateur de répondre ou de republier un contenu sur sa propre page en collant une vidéo existante à la sienne ou en coupant une partie afin de pouvoir y répondre ensuite. TikTok permet également de produire des réponses écrites ou par vidéo aux commentaires, ce qui augmente l'interactivité entre les membres de la plateforme. Ces fonctionnalités peuvent faciliter la circulation d'informations inexactes ou trompeuses, en permettant de reproduire ou renchérir sur la mésinformation produite par autrui, mais a aussi été utilisée afin de combattre la mésinformation circulant pendant la campagne.

En effet, plusieurs utilisateurs disposant d'une expertise professionnelle comme médecin, avocat, enseignant ou chercheur ou cherchant simplement à rétablir les faits sur une question ont produit du contenu dans le but de déconstruire des formes de mésinformation présentes sur la plateforme, notamment en lien avec le processus électoral. Cette correction des faits était parfois, mais pas toujours, basée sur l'utilisation de la fonction Duo. Il est important de souligner, cependant, que le nombre d'utilisateurs prenant la peine de corriger la mésinformation sur la plateforme ne se compare pas au nombre d'utilisateurs propageant, en premier lieu, cette mésinformation.

L'un des facteurs limitant notre capacité de brosser un portrait global de la mésinformation sur la plateforme est le fait que les contenus en temps réel, aussi connus sous le nom de Live ou Direct, ne sont pas enregistrés sur la plateforme et qu'il est impossible de les revoir après la diffusion originale. La même problématique s'applique également aux Stories, qui

sont des images et des vidéos, ayant un délai de péremption de 24 heures et qu'il est impossible de regarder après la diffusion originale. Cette problématique signifie qu'il est généralement impossible pour un chercheur s'attardant à l'intégrité de l'information ou à d'autres formes de méfaits en ligne de retrouver ce contenu et d'en évaluer la portée dans le cas où il aurait été informé de son existence après la période de 24h.

Au-delà de la difficulté à retrouver à posteriori la mésinformation ayant circulé sur la plateforme, notamment après avoir été informé de l'existence d'un contenu problématique en particulier, la modération de contenu apparaît difficile en raison des ressources humaines requises dans le processus et du fait que la plateforme favorise la combinaison de contenus audios, visuels et textuels.

La barrière linguistique est aussi un enjeu, plusieurs recherches ayant montré que les outils et efforts de modération de contenu sont mieux développés en anglais que dans les autres langues.

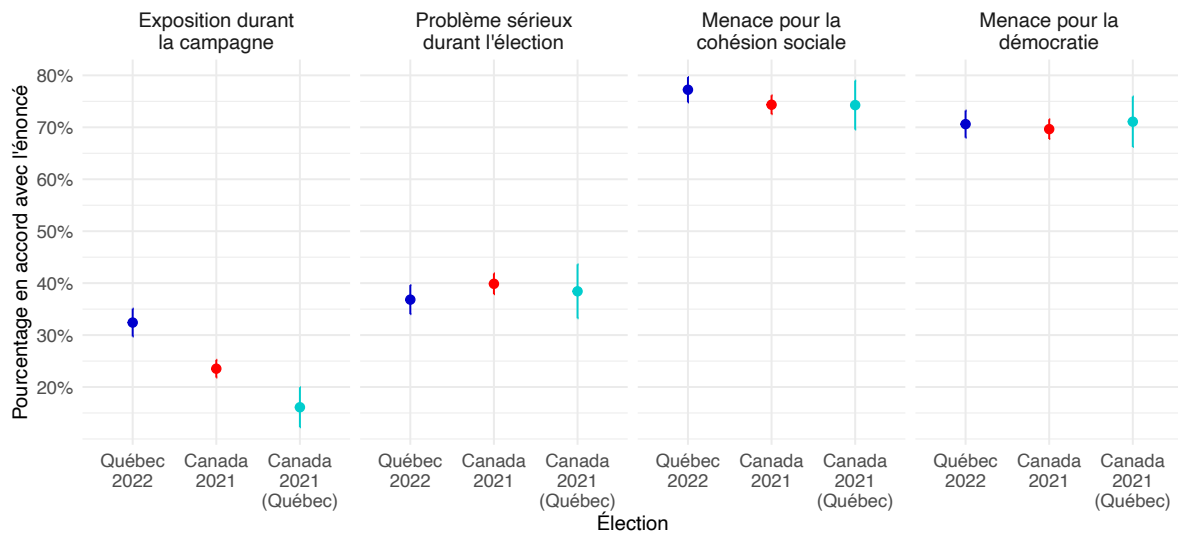
03. Perceptions des Québécois sur l'enjeu de la mésinformation

Plusieurs sondages ont démontré que les citoyens des démocraties libérales sont fortement préoccupés par la propagation des fausses informations et que le niveau de préoccupation est particulièrement élevé au Canada.^{xli}

Cette section vise à examiner dans quelle mesure les Québécois et Québécoises estiment avoir été exposés à de fausses informations durant la campagne, dans quelle mesure ils se considèrent capables de distinguer entre les informations vraies et fausses, ce qu'ils considèrent comme étant de la mésinformation, de même que leur perception des effets de la mésinformation sur l'élection et la démocratie au Québec.

Perceptions de la mésinformation en comparaison avec l'élection fédérale canadienne de 2021

Dans les sondages postélectoraux réalisés lors de l'élection fédérale canadienne de 2021 et de l'élection provinciale québécoise de 2022, nous avons questionné les répondants sur leur exposition à la mésinformation durant la campagne et les impacts perçus de la mésinformation. Les résultats, présentés dans la Figure 8, montrent le pourcentage pondéré de répondants qui croient avoir vu, lu ou entendu de la mésinformation en lien avec l'élection durant la campagne et qui sont en accord avec les énoncés selon lesquels : « la mésinformation était un problème sérieux durant l'élection », « la mésinformation pose une menace pour la cohésion sociale » et « la mésinformation pose une menace pour la démocratie au Canada/Québec ». La Figure 8 présente les résultats pour l'élection provinciale québécoise de 2022 (bleu foncé), l'élection fédérale canadienne de 2021 (rouge) et les répondants québécois interrogés lors de l'élection fédérale canadienne de 2021 (turquoise).



Pourcentage pondéré basé sur les sondages post-électorales réalisés lors de l'élection provinciale québécoise de 2022 (1546 répondants) et l'élection fédérale canadienne de 2021 (2576 répondants, dont 383 au Québec)

Figure 8. Exposition et effets perçus de la mésinformation lors de l'élection fédérale canadienne de 2021 et l'élection provinciale québécoise de 2022

Les Québécois sont nombreux à croire qu'ils ont été exposés à de la mésinformation durant l'élection provinciale québécoise de 2022. En effet, 32 % des Québécois estiment avoir vu, lu ou entendu de la mésinformation pendant la campagne, comparativement à 24 % des Canadiens et 16 % des Québécois lors de l'élection fédérale canadienne de 2021. Néanmoins, la mésinformation n'est pas perçue comme ayant posé un problème plus sérieux lors de l'élection, le pourcentage de Québécois estimant que la mésinformation était un problème sérieux étant similaire, voire inférieur à celui observé lors de l'élection fédérale canadienne de 2021, soit près de 40 %. Tout comme lors de l'élection fédérale canadienne de 2021, plus de 70 % des Québécois continuent de considérer que la mésinformation pose une menace pour la cohésion sociale et la démocratie au Québec.

Capacité à identifier les fausses informations

Nous avons montré dans la *Section 2* que les Québécois étaient plus susceptibles de croire les vraies nouvelles que les fausses informations. Néanmoins, les Québécois considèrent qu'ils ont de la difficulté à identifier ce qui constitue de la mésinformation. En effet, près d'un Québécois sur deux (45 %) a indiqué être incertain s'il a été exposé ou non à de la mésinformation lors de la campagne. De même, 47 % ont indiqué être en accord avec l'énoncé selon lequel il est difficile de distinguer entre la mésinformation et l'information factuelle.

Bien qu'ils ne soient pas alarmistes, les Québécois expriment donc une certaine difficulté à distinguer le vrai du faux en ce qui a trait à l'information à laquelle ils sont exposés. Cette conclusion s'applique tant aux répondants plus informés politiquement que ceux l'étant moins. Le niveau d'information politique a été mesuré en demandant aux répondants de fournir la réponse à trois questions factuelles, parmi un choix de réponses. Ces trois questions mesuraient leur connaissance du nom du ministre des Finances du Québec, du taux de chômage au Québec au moment de l'élection et de la manière dont sont comptés les bulletins de vote lors des élections provinciales. Les répondants ayant eu la bonne réponse à toutes les questions sont considérés comme ayant un très haut niveau d'information politique, ceux ayant eu deux bonnes réponses sur trois comme ayant un haut niveau d'information politique, les répondants ayant eu une seule bonne réponse sont considérés comme ayant un niveau d'information modéré et finalement ceux n'ayant eu aucune bonne réponse comme ayant un faible niveau d'information politique.

La Figure 9 démontre que si les répondants les plus informés politiquement s'estiment légèrement plus en mesure d'identifier la mésinformation que les répondants moins informés, cette différence n'est pas très profonde. Essentiellement, tous les électeurs, peu importe leur niveau d'information, expriment une difficulté similaire à identifier la mésinformation.

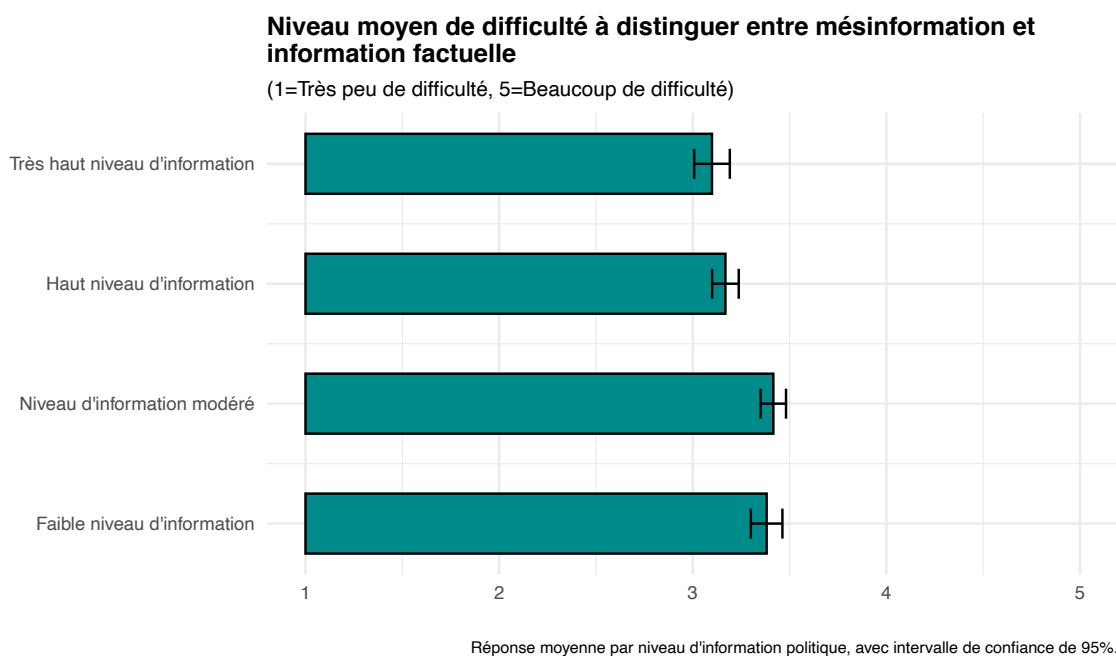


Figure 9. Capacité à distinguer la mésinformation de l'information factuelle par niveau de connaissance politique

Les thématiques de mésinformation selon les électeurs

Durant la campagne, nous avons demandé aux répondants ayant indiqué avoir lu, vu ou entendu des informations fausses ou trompeuses en lien avec l'élection d'expliquer en quoi celles-ci consistaient. Les résultats ont été manuellement classifiés dans des catégories non mutuellement exclusives en fonction de l'entité accusée d'avoir propagé de fausses informations ou mise en cause par celles-ci, ainsi que des enjeux politiques mentionnés. Les résultats sont présentés dans la Figure 10. Parmi les répondants ayant fourni une réponse précise (411 réponses; certains répondants ne faisaient que fournir un synonyme ou une définition de la mésinformation), la Coalition Avenir Québec (19,0 %), le Parti conservateur du Québec (17,3 %) et les médias (9,5 %) ont souvent été pointés du doigt pour avoir propagé de fausses informations. Dans le cas de la Coalition Avenir Québec, les réponses concernaient principalement les déclarations de François Legault et du ministre sortant Jean Boulet sur l'immigration, la dénaturation des politiques de Québec Solidaire (taxes orange) et le troisième lien. Concernant le Parti conservateur, les accusations étaient souvent générales, mais concernaient parfois la COVID-19, l'intégrité électorale et les changements climatiques. Les médias étaient quant à eux accusés d'avoir une couverture trop favorable à l'égard de la Coalition Avenir Québec ou de la gauche et défavorable à l'égard du Parti conservateur. Les enjeux politiques les plus souvent mentionnés ont été l'immigration (11,7 %), la COVID-19 (10,7 %), les taxes de Québec Solidaire (7,8 %) et l'intégrité du processus électoral (7,1 %) (principalement l'utilisation du crayon de plomb) (7,1 %).

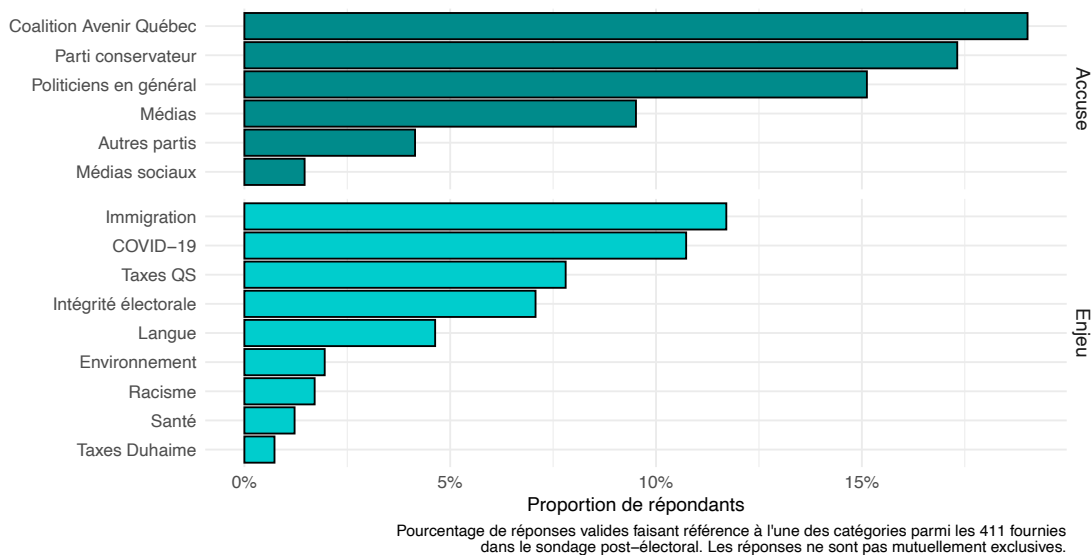


Figure 10. Acteurs et thèmes associés à la mésinformation par les répondants durant la campagne

Déterminants des perceptions de la mésinformation lors de l'élection

Nous avons examiné les éléments pouvant influencer les perceptions d'avoir été exposé à de la mésinformation durant la campagne, de même que la perception que la mésinformation était un problème sérieux pendant l'élection. La Figure 11 rapporte les résultats de deux modèles linéaires estimés sur des échantillons de 1302 et 1223 répondants pour les modèles de gauche et de droite respectivement (le nombre varie en fonction des données manquantes). Un coefficient positif signifie que la variable est associée à une plus forte probabilité de croire que l'on a été exposé à des fausses informations durant la campagne et que la mésinformation était un problème sérieux durant l'élection, alors qu'un coefficient négatif est associé à une plus faible probabilité d'avoir de telles croyances. Les lignes horizontales entourant les coefficients représentent un intervalle de confiance de 95 %. Chaque observation est pondérée afin de rendre les résultats représentatifs de la population québécoise. Des effets fixes tenant compte de la région de résidence des répondants (Montréal RMR/Québec RMR/reste du Québec) sont inclus dans le modèle, mais ne sont pas présentés dans le graphique afin d'en alléger la présentation.

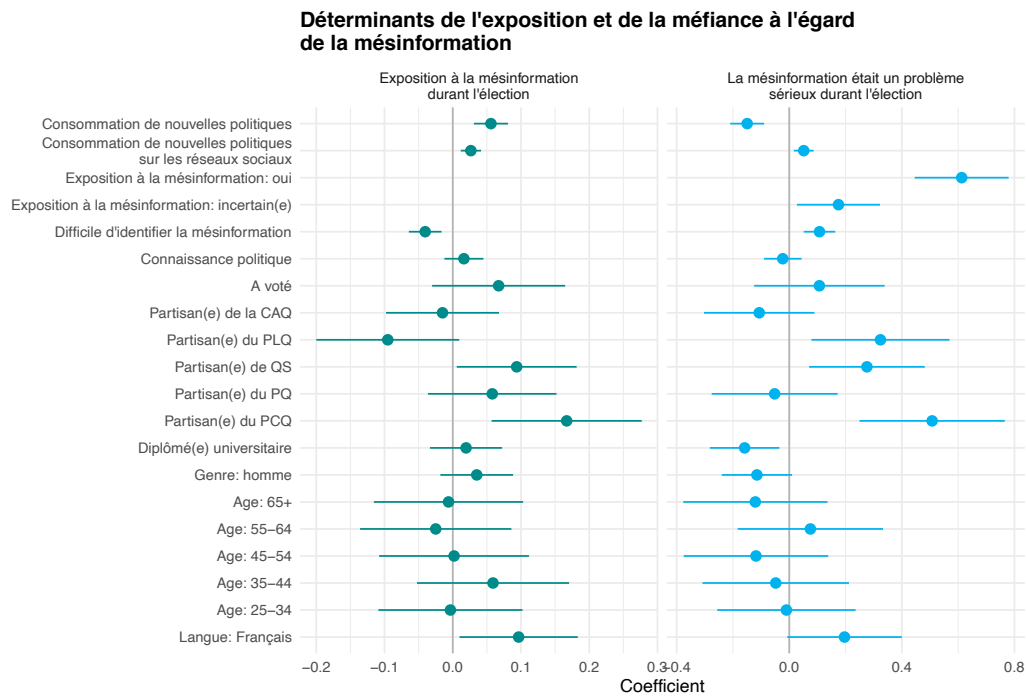


Figure 11. Modèles de régression examinant les déterminants de l'exposition à et de l'impact perçu de la mésinformation lors de l'élection

Les résultats montrent que les individus qui consomment davantage de nouvelles politiques, que ce soit par l'entremise des médias traditionnels ou sociaux, sont plus susceptibles de croire qu'ils ont vu, lu ou entendu de la mésinformation durant la campagne. À l'inverse, ceux qui considèrent qu'il est difficile de distinguer la mésinformation des informations véridiques sont moins susceptibles de croire qu'ils y ont été exposés. On observe aussi des différences significatives entre les partisans des différents partis. Les partisans de Québec Solidaire et du Parti conservateur sont plus susceptibles de croire qu'ils ont été exposés à de la mésinformation durant la campagne, alors que les partisans du Parti libéral sont moins susceptibles d'avoir de telles croyances. Cela dit, comme il a été démontré précédemment, les partisans des différents partis ont offert des réponses très différentes lorsque questionnés sur ce qu'ils ont perçu comme étant de la mésinformation durant la campagne. Les variables sociodémographiques (âge, genre, éducation) semblent avoir peu d'influence sur l'exposition perçue à la mésinformation, à l'exception de la langue, les francophones étant plus susceptibles de croire qu'ils ont été exposés. Il est à noter que nous avons observé l'inverse lors de l'élection fédérale canadienne de 2021.

En ce qui concerne l'influence perçue de la mésinformation sur l'élection, on observe que ceux qui consomment régulièrement des nouvelles politiques via les médias traditionnels sont moins susceptibles de croire que la mésinformation était un problème sérieux durant l'élection, alors que ceux qui consomment des nouvelles politiques sur les médias sociaux sont plus susceptibles de voir la mésinformation comme un problème sérieux. Naturellement, ceux qui estiment avoir été exposés à de la mésinformation ou qui sont incertains s'ils ont été exposés sont plus susceptibles de voir la mésinformation comme un problème sérieux que ceux qui estiment ne pas y avoir été exposés. On observe, encore une fois, des différences partisans : les adhérents du Parti libéral, de Québec Solidaire et du Parti conservateur sont plus susceptibles de croire que la mésinformation était un problème sérieux durant l'élection. Les données suggèrent que les hommes et ceux qui ont un diplôme universitaire sont moins susceptibles de considérer la mésinformation comme un problème sérieux, bien que la différence hommes-femmes ne soit pas tout à fait significative. La langue semble, encore une fois, jouer un rôle dans les perceptions de la mésinformation, les francophones étant plus susceptibles que les anglophones de croire que la mésinformation était un problème sérieux durant l'élection.

04. Méinformation liée au vote et à l'intégrité de l'élection

Volume de discussions sur l'intégrité électorale

Dans le cadre du projet, nous avons porté une attention particulière à la méinformation liée au vote et à l'intégrité du processus électoral, considérant les événements entourant l'élection présidentielle américaine de 2020. Lors de cette élection, des allégations de fraude électorale massive ont été propagées par le président sortant Donald Trump, qui a refusé de reconnaître sa défaite, amenant plusieurs partisans républicains à douter de l'intégrité du processus. Ces allégations ont éventuellement mené à l'attaque contre le Capitole le 6 janvier 2021 par certains partisans radicaux essayant d'empêcher l'inauguration de Joe Biden. Plusieurs chercheurs ont démontré comment les discours de Donald Trump ont contribué à mettre l'intégrité électorale à l'agenda et comment cette stratégie a été reçue par ses supporters et contribué à l'insurrection au Capitole.^{xliii} Dans le cadre d'un projet similaire réalisé lors de l'élection fédérale canadienne de 2021, nous avons observé des discours fortement inspirés de ceux ayant circulé lors de l'élection américaine de 2020 circuler sur les médias sociaux, notamment à propos de l'utilisation du vote par la poste ou de la nécessité de surveiller le dépouillement des votes pour éviter un rejet massif des votes pour certains partis.^{xliiii} Il était donc attendu que la méinformation liée à l'intégrité de l'élection continue de circuler lors de l'élection provinciale québécoise de 2022.

La Figure 12 ci-dessous présente le volume de discussions au sujet de l'intégrité de l'élection provinciale québécoise de 2022 sur Twitter. L'analyse est basée sur un dictionnaire incluant des mots clés liés à l'intégrité de l'élection, tels que « rejeter les votes », « élection volée » ou « voter deux fois ». Le dictionnaire complet est inclus dans l'Appendice B.

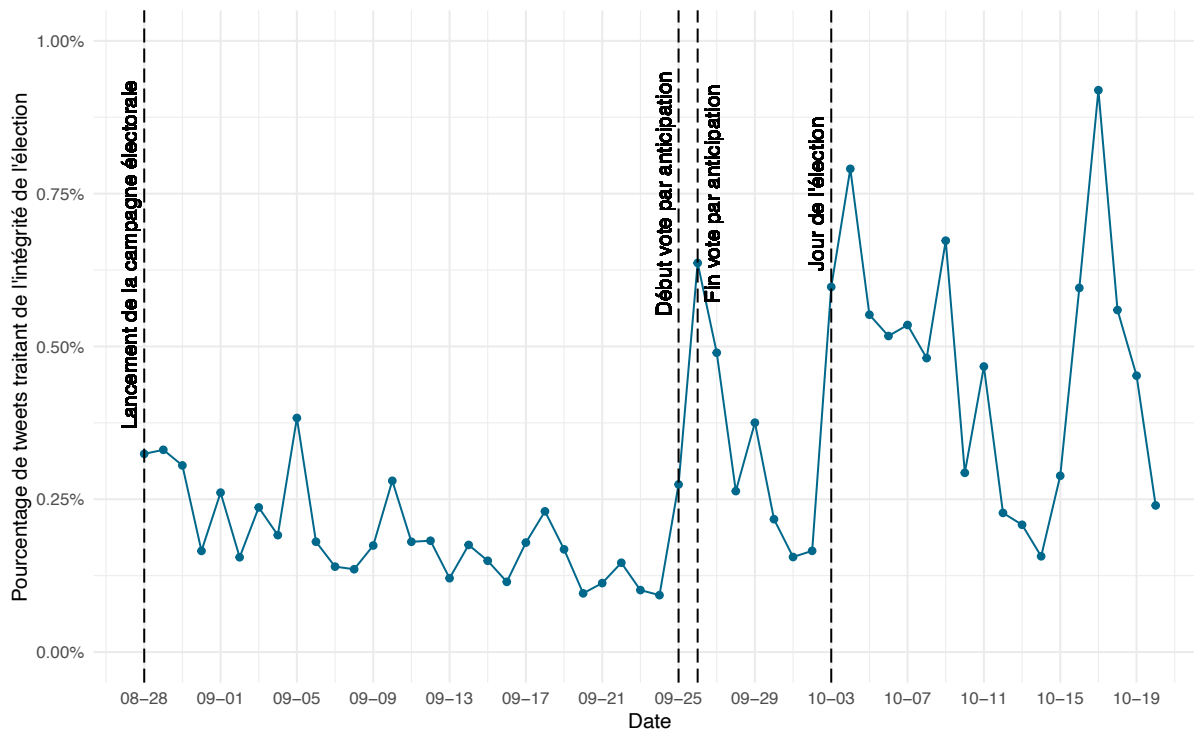


Figure 12. Volume de discussions sur l'intégrité de l'élection provinciale québécoise sur Twitter pendant la campagne et après l'élection

En moyenne, entre le lancement de la campagne électorale le 28 août jusqu'au jour de l'élection le 3 octobre, le pourcentage quotidien de tweets portant sur l'intégrité de l'élection a été de 0,31 %. Le pourcentage de tweets sur le sujet est demeuré assez faible jusqu'au début du vote par anticipation le 25 septembre, où l'on observe une hausse marquée du volume de discussions sur l'intégrité électorale, incluant sur l'utilisation du crayon de plomb pour voter (plus de détails ci-dessous). Le pourcentage de tweets redescend ensuite graduellement jusqu'au jour de l'élection, où il se compare à celui observé lors du vote par anticipation. Le sujet de l'intégrité électorale a été le plus discuté au lendemain de l'élection, ainsi que dans les jours et semaines suivants, alors que plusieurs leaders conspirationnistes connus ont demandé aux citoyens d'offrir leurs témoignages sur les irrégularités électorales dont ils auraient été témoins en allant voter. On observe notamment un pic de discussions, avec près d'un pourcent des tweets sur la politique québécoise discutant d'intégrité électorale, le 17 octobre 2022. Ce pic coïncide avec le rejet de la demande de recomptage dans Beauce-Nord par le tribunal, ainsi que la publication d'articles et de vidéos prétendant apporter des preuves d'irrégularités et de fraude électorale dans certains médias alternatifs (ce qu'Élections Québec a démenti), lesquels ont été repartagés sur plusieurs plateformes de médias sociaux, incluant Facebook et Twitter. De manière générale, ces publications représentaient des tentatives de créer un récit plus ou moins cohérent sur la fraude

électorale sur la base d'anecdotes, d'événements isolés présentés comme généralisables à l'ensemble du Québec et autres éléments faux ou pris hors contexte.

La cinquantaine de figures conspirationnistes les plus actives (voir note 30 ou Appendice A pour la méthodologie) ne sont pas ceux qui aient publié le plus grand nombre de tweets et retweets sur l'intégrité électorale en nombre absolu, certains utilisateurs ayant tendance à polluer l'environnement d'information en repartageant le même message sur la fraude électorale sous plusieurs dizaines de publications venant des médias, des candidats ou autres personnalités connues. Cela dit, les tweets sur l'intégrité électorale provenant des principales figures conspirationnistes ont généré un nombre beaucoup plus élevé de partages et ont donc contribué à la visibilité des discours sur l'intégrité électorale durant la campagne. Par exemple, un examen du nombre de tweets sur l'intégrité électorale par les principales figures conspirationnistes et du nombre de retweets sur ces publications suggère que plus de 10 % des tweets et retweets en lien avec l'intégrité électorale pendant la campagne ont découlé des publications de seulement quatre individus.

Discours sur l'intégrité de l'élection à différents moments de la campagne

Durant la campagne, certaines communautés très critiques de la gestion de la pandémie par la Coalition Avenir Québec prévoyaient déjà la fraude électorale, écrivant qu'il était impossible que le gouvernement ne soit réélu sans que l'élection ne soit frauduleuse. Ces discours s'appuyaient principalement sur deux éléments : (1) une difficulté de concevoir que la population continue à appuyer la CAQ en raison du bilan dans les CHSLD et des mesures sanitaires jugées abusives, dont le passeport vaccinal; et (2) une généralisation à l'ensemble du Québec du faible appui pour la Coalition Avenir Québec que certains internautes observaient dans leur propre réseau. La fraude anticipée concernait chacune des étapes du processus électoral, incluant :

- L'utilisation de crayons de plomb pour voter, qui permettraient aux administrateurs de l'élection de changer les votes (malgré le fait que les boîtes soient ouvertes et que les votes soient comptés devant des représentants de chacun des candidats);
- L'utilisation du vote par la poste (malgré le fait que ce mode de vote soit seulement offert à un nombre restreint d'électeurs);
- Le vote par anticipation, lequel permettrait de changer les boîtes entre le moment du vote et le moment du décompte (bien que les boîtes de scrutin soient scellées);

- L'utilisation de machines pour compter les votes, lesquelles seraient programmées pour favoriser un parti (malgré le fait que tous les votes soient comptés à la main devant des représentants);
- Le retrait présumé d'individus non vaccinés de la liste électorale ou l'obligation d'être vacciné pour voter (bien qu'aucune preuve vaccinale ne soit exigée pour voter et que tout électeur ait la possibilité de s'inscrire sur la liste électorale à l'intérieur des délais prévus par la loi s'il constate qu'il n'y est pas);
- La nécessité de se prendre en photo avec son bulletin de vote pour prévenir la fraude.

Comme montré dans la Figure 12, nous avons observé une augmentation des discours liés à la fraude électorale lors des moments clés de l'élection, incluant le début du vote par anticipation, lors de la soirée électorale et dans les jours suivants l'élection. Notamment, la période de vote par anticipation a donné lieu à des discussions en ligne sur l'utilisation du crayon de plomb pour voter. Alors que plusieurs internautes appelaient à voter à l'aide d'un stylo afin d'éviter que son vote soit altéré, le Parti conservateur et son chef Éric Duhaime ont cru bon d'intervenir afin de rappeler aux électeurs que leur vote pourrait être rejeté s'ils n'utilisaient pas le crayon fourni par Élections Québec (voir Figure 13). Ce rappel semble avoir eu un certain effet d'apaisement de la mésinformation puisque, suite à cette publication, les mentions du crayon de plomb sur les médias sociaux visaient davantage à dissuader les citoyens à voter à l'aide d'un stylo que le contraire (à l'exception de certains messages satiriques sur le sujet).

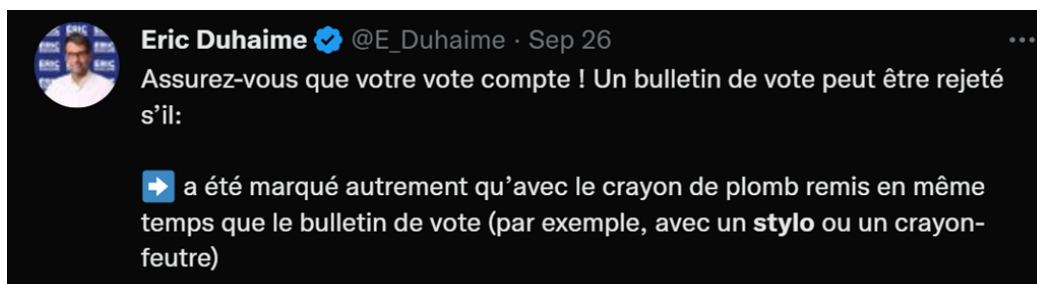


Figure 13. Tweet du chef du Parti conservateur du Québec Éric Duhaime rappelant aux électeurs de ne pas utiliser un stylo au moment de voter

Une autre tendance inquiétante que nous avons observée durant toute la période électorale était liée à une volonté de discréditer le vote des personnes âgées en raison notamment de leur forte tendance à appuyer la Coalition Avenir Québec. Plusieurs publications suggéraient que l'on devrait retirer le droit de vote aux citoyens à partir d'un certain âge, notamment parce qu'ils ne vivraient pas les conséquences à long terme de leur vote et n'auraient donc pas la « légitimité » de décider des politiques de demain. Certains internautes bénéficiant de larges auditoires ont laissé entendre que les résidents des résidences pour personnes âgées (RPA) et des CHSLD, notamment ceux en perte d'autonomie ou souffrant de troubles cognitifs, avaient été manipulés par le personnel soignant, des bénévoles de la CAQ ou des employés d'Élections Québec afin qu'ils appuient la Coalition Avenir Québec.

Lors de la soirée de l'élection, l'annonce rapide de la réélection d'un gouvernement de la CAQ majoritaire, soit moins de 10 minutes après la fermeture des bureaux de vote, a été récupérée pour justifier les allégations que l'élection était truquée. Plusieurs internautes suggéraient qu'il était impossible que les votes soient comptés en si peu de temps et demandaient un recomptage. Cette situation est partiellement due à un manque de connaissance, lequel pouvait même toucher certains travailleurs électoraux, à l'effet que le décompte des votes par anticipation peut débuter à 18h, avant la fermeture officielle des bureaux de vote. L'annonce rapide par les médias de la réélection d'un gouvernement de la Coalition Avenir Québec s'expliquait donc, en grande partie, par la disponibilité et la capacité de diffuser les résultats du vote par anticipation à 20h.

Le fait que *CityNews* ait maladroitement créé la page d'un direct intitulé « François Legault victory speech » et ayant pour description « CAQ leader François Legault makes his victory speech in Quebec City after winning a second majority on Oct. 3, 2022 » avant la fermeture des bureaux de vote a également alimenté les allégations que le résultat de l'élection était arrangé et connu d'avance (voir Figure 14). Des pages ont aussi été créées à l'avance pour les autres parties, celles-ci annonçant (probablement sur la base des derniers sondages électoraux) 30 minutes avant la fermeture des bureaux de vote que les Libéraux formeraient l'opposition officielle et que Québec Solidaire finirait en troisième place. D'autres organisations ont aussi publié, peu de temps avant la fermeture des bureaux de vote, des articles dont le titre pouvait laisser croire à l'annonce de résultats électoraux, ceux-ci s'appuyant sur des données de sondage pour affirmer que certains candidats étaient « en bonne position ».

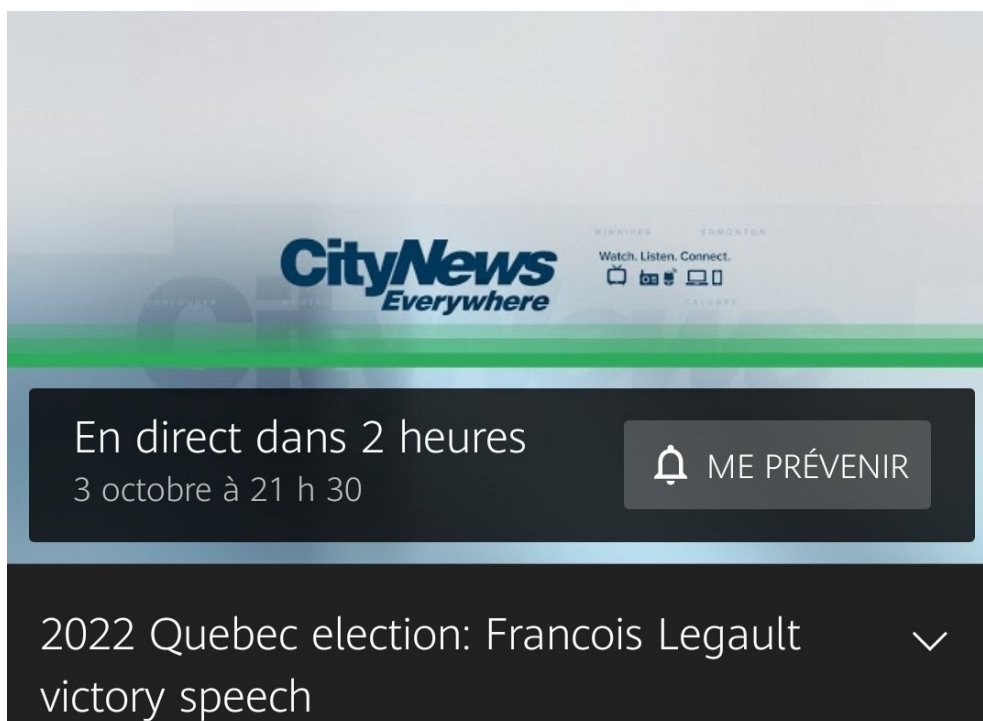


Figure 14. Page partagée par *CityNews* avant la fermeture des bureaux de vote alimentant les allégations de fraude électorale

Dans les jours suivant l'élection, certaines figures conspirationnistes connues ont récolté les témoignages des internautes sur de prétendues « anomalies » dont ils auraient été témoins durant la campagne. Bien que rien ne laisse croire que l'intégrité de l'élection ait été menacé et qu'Élections Québec ait activement démenti l'existence ou l'influence de telles anomalies, notamment sur les médias sociaux, les éléments inclus dans ces témoignages ainsi que d'autres théories infondées — incluant l'idée que la Coalition Avenir Québec aurait acheté des données de Facebook afin de faire retirer de la liste électorale ou de supprimer le vote de ceux qui se seraient montrés critiques envers le parti et sa gestion de la pandémie — ont été utilisés pour suggérer l'existence de fraude électorale massive et faire pression sur le Parti conservateur du Québec afin qu'il demande une enquête sur le sujet. Le chef du parti, Éric Duhaime, a refusé de le faire et, comme il l'avait fait durant la campagne en répétant qu'il avait confiance dans le processus démocratique et reconnaîtrait les résultats du 3 octobre, a contribué à calmer le jeu plutôt que d'alimenter ces allégations.

Évaluation de la confiance du public dans l'intégrité du processus électoral

Bien que ces discours aient circulé de manière importante au sein de certaines communautés en ligne, ils ont trouvé peu d'appui auprès du grand public. Les données de notre sondage montrent que la majorité des citoyens ne croient pas que la fraude électorale ait eu une influence sur le résultat de l'élection et ont confiance dans l'intégrité du processus électoral. En effet, comme le montre la Figure 15, près de la moitié des répondants questionnés après l'élection pensent que la fraude électorale n'a eu absolument aucun effet sur le résultat de l'élection et environ un tiers des répondants pensent que celle-ci a eu « peu » d'influence sur le résultat. Dans l'ensemble, moins d'un Québécois sur cinq (17,3 %) pense que la fraude électorale a eu « un peu » ou « beaucoup » d'influence sur le résultat de l'élection. De même, plus de 70 % des répondants ont indiqué avoir confiance dans les résultats de l'élection (72 %), avoir confiance que l'élection a été administrée équitablement et que les votes ont été comptés correctement (73 %) et croire qu'Élections Québec a administré l'élection « assez équitablement » ou « très équitablement » (83 %). Ces pourcentages sont similaires à ceux observés lors de l'élection fédérale canadienne de 2021, ainsi que lors des élections précédentes.^{xliv} Il est par ailleurs important de noter que l'influence perçue de la fraude électorale a significativement diminué après l'élection. Durant la campagne, 31 % des répondants considéraient que la fraude électorale n'aurait « pas du tout » d'influence sur le résultat de l'élection, alors que 49 % des répondants ont indiqué croire que la fraude électorale n'a pas eu d'influence après l'élection. Les données suggèrent que cette diminution n'est pas concentrée au sein d'un parti en particulier.

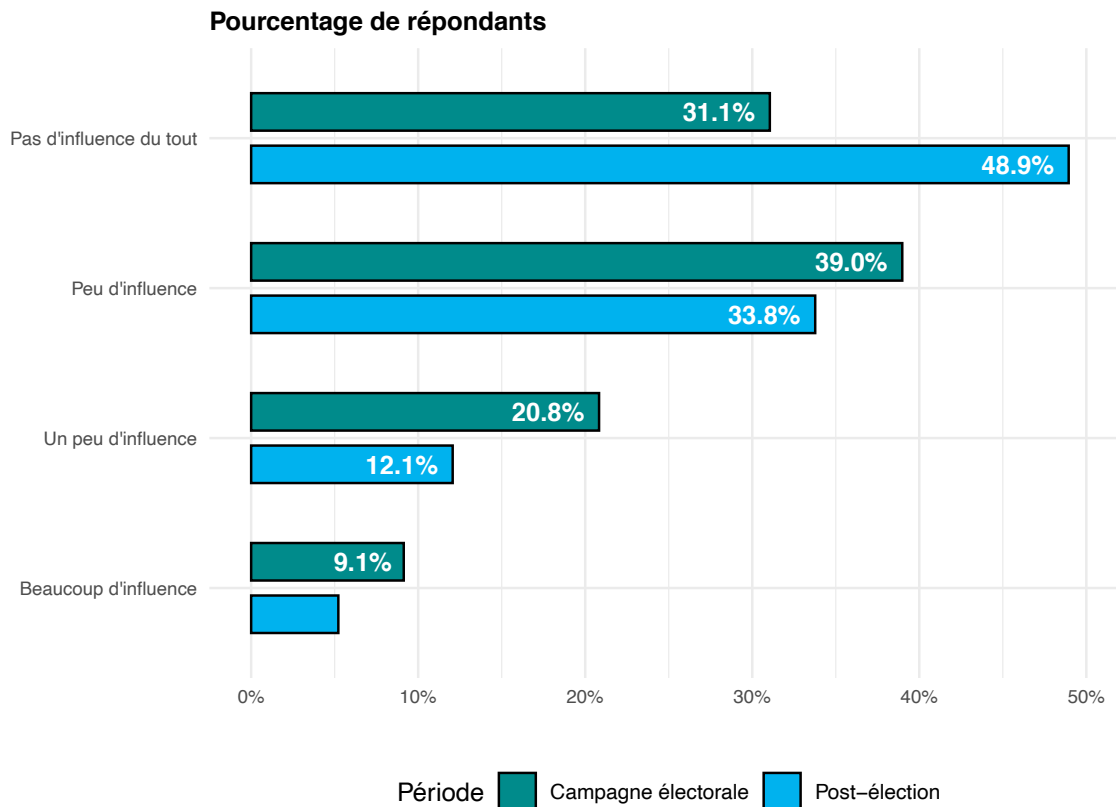


Figure 15. Influence anticipée ou perçue de la fraude électorale sur le résultat de l'élection pendant la campagne et après l'élection

Bien que le niveau de confiance général demeure élevé, on observe des différences importantes entre les partis, alors que 14 % des partisans du Parti conservateur du Québec dans notre sondage ont indiqué croire que la fraude électorale a eu « beaucoup » d'influence sur le résultat de l'élection (comparativement à entre 2 et 7 % chez les partisans des autres partis) et 30 % ont indiqué ne pas avoir confiance dans le résultat de l'élection (comparativement à entre 5 et 15 % chez les partisans des autres partis). Au-delà d'un manque général de confiance envers les institutions politiques, cette méfiance pourrait notamment être alimentée par une insatisfaction importante par rapport au résultat de l'élection, nos données montrant que 80 % des partisans du Parti conservateur sont insatisfaits du résultat, un pourcentage plus élevé que celui observé parmi les partisans des autres partis d'opposition. Cela dit, il est important de noter que, même au sein des partisans du Parti conservateur, la proportion de citoyens ayant confiance dans les résultats de l'élection et croyant que la fraude électorale n'a pas eu d'influence sur l'élection est plus élevée que la proportion de partisans croyant l'inverse.

Faible connaissance du processus électoral et confiance dans l'intégrité de l'élection

La mésinformation qui a circulé en lien avec le processus électoral ne reflétait pas nécessairement toujours des croyances profondes, mais dénotait aussi un manque de connaissances à l'égard du processus électoral. Notre sondage préélectoral montre, par exemple, que 44 % des Québécois croyaient qu'il serait permis de voter par correspondance à tous les Québécois qui en font la demande, alors qu'à peine un Québécois sur cinq savait que cela ne serait permis qu'à certaines catégories d'électeurs, dont ceux étant à l'étranger, atteints de la COVID-19 ou immunosupprimés. Similairement, à peine la moitié des électeurs (53 %) savent que tous les votes sont comptés à la main lors des élections québécoises. Étonnamment, les électeurs ne sont pas devenus mieux informés à mesure que la campagne a progressé, le pourcentage de bonnes réponses n'étant pas significativement plus élevé lors de la deuxième moitié de la campagne que lors de la première.

Les données suggèrent néanmoins que des campagnes d'éducation visant à améliorer la connaissance du processus électoral pourraient potentiellement permettre d'augmenter la confiance envers le processus électoral chez certains segments de l'électorat. Comme montré dans la Figure 16, la confiance dans les résultats de l'élection est significativement moins élevée chez ceux qui croient que des machines sont utilisées pour compter les votes (51 %) que chez ceux qui savent que l'ensemble des votes sont comptés à la main (78 %).

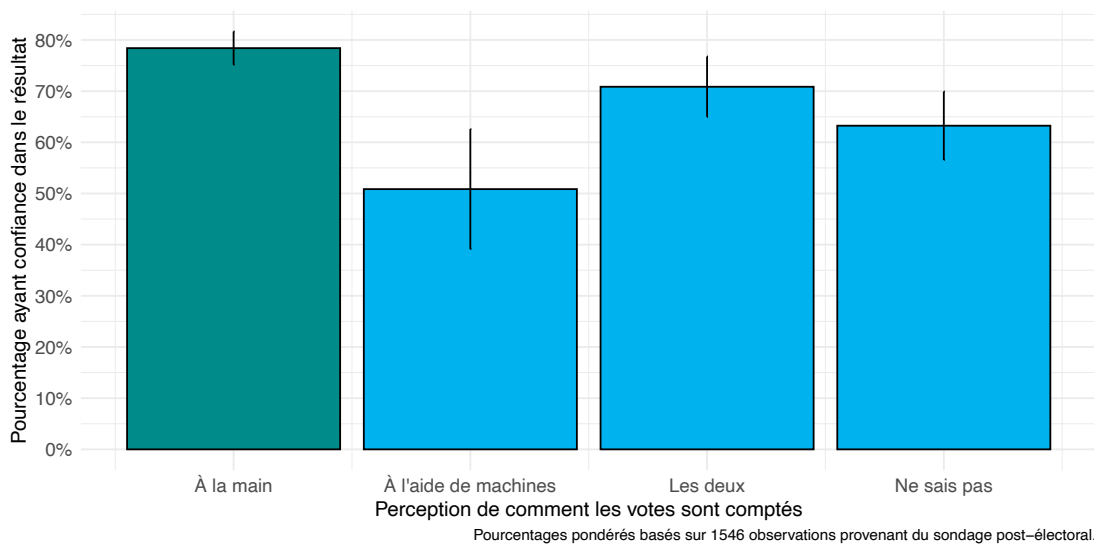


Figure 16. Pourcentage estimé de Québécois ayant confiance envers le résultat de l'élection en fonction de la perception de comment les votes sont comptabilisés

05. Méfiance à l'égard des médias et des sondages

Les médias et les sondages ont été l'objet de nombreuses critiques en ligne durant la campagne. Évidemment, les critiques à l'égard des médias et des sondages peuvent parfois être légitimes et il est tout à fait possible de faire de telles critiques sans qu'il soit question de mésinformation.

Cela dit, nous avons cru bon d'inclure une section sur le sujet pour deux raisons. D'abord, alors que nous vivons dans une époque où des étiquettes comme « mésinformation », « désinformation » et « fausses nouvelles » ont été politisées et où différents projets politiques s'opposent pour définir ce qui constitue de la mésinformation^{xiv}, certains segments de l'électorat voyaient les médias traditionnels et les firmes de sondages comme étant parmi les principales sources de désinformation durant la campagne. Deuxièmement, les médias et firmes de sondages faisaient partie des entités impliquées dans les théories du complot circulant en lien avec l'élection, plusieurs internautes mentionnant l'existence de tractations secrètes ayant pour but d'assurer la réélection du gouvernement.

Méfiance à l'égard des médias

Durant la campagne, plusieurs blogueurs, médias alternatifs et internautes ont dénoncé une couverture biaisée des différents chefs de partis de la part des médias. Dans certaines communautés en ligne, les médias traditionnels étaient fréquemment accusés d'être à la solde du gouvernement en place. Selon certains, les médias s'abstiendraient de critiquer la gestion du gouvernement ou la Coalition Avenir Québec en général en raison de l'aide financière qu'ils reçoivent, laquelle contribuerait à une diminution de l'indépendance journalistique.

Certains internautes ont également tenté de démontrer l'existence de liens entre certaines entreprises de presse et la Coalition Avenir Québec. En guise d'exemple, plusieurs ont argumenté que le fait que Pierre-Karl Péladeau ait été fait officier de l'ordre national du Québec en juin 2022 témoigne du lien entre Québecor et la CAQ, de même que la tendance

présumée de cette entreprise de presse à « suivre la ligne de parti ». Des extraits du reportage d'*Enquête* réalisé par *Radio-Canada* en 2011^{xlvi}, dans lequel certains employés dénonçaient une ligne éditoriale partisane, ont été repartagés plusieurs centaines de fois, notamment sur Twitter et Reddit.

Dans un même ordre d'idée, plusieurs médias alternatifs, influenceurs et citoyens ont dénoncé une présumée tendance des médias à s'acharner contre le Parti conservateur et son chef Éric Duhaime (il est à noter que des reproches contraires ont aussi été observés, certains citoyens de la région de Québec reprochant une complaisance de CHOI à l'endroit d'Éric Duhaime et du Parti conservateur). La publication d'éditoriaux suggérant qu'Éric Duhaime encourage la violence, l'attention trop importante portée aux taxes municipales et scolaires qu'il aurait omis de payer et le temps d'antenne inégal entre les chefs de partis ont notamment été cités par ceux dénonçant une couverture médiatique biaisée. L'annonce rapide de la victoire majoritaire de Coalition Avenir Québec le 3 octobre était, pour plusieurs internautes, la confirmation de l'existence d'un complot entre le gouvernement, les médias et l'administration électorale.

Ces discours semblent avoir trouvé une certaine résonance auprès de l'électorat. Comme mentionné dans la section *Perceptions des Québécois sur l'enjeu de la mésinformation*, certains segments de l'électorat tendent à pointer du doigt les « médias subventionnés » lorsqu'on leur demande d'identifier la mésinformation à laquelle ils ont été exposés durant la campagne. Dans le cadre du sondage, nous avons demandé aux répondants dans quelle mesure ils croyaient que le résultat de l'élection a été influencé par une couverture médiatique biaisée. Comme illustré dans la Figure 17, une forte majorité des partisans du Parti conservateur (70,7 %) croient que la couverture médiatique biaisée a eu « beaucoup d'influence » sur le résultat de l'élection, une proportion largement supérieure à celle observée chez les partisans des autres partis (entre 13,2 % et 26 %).

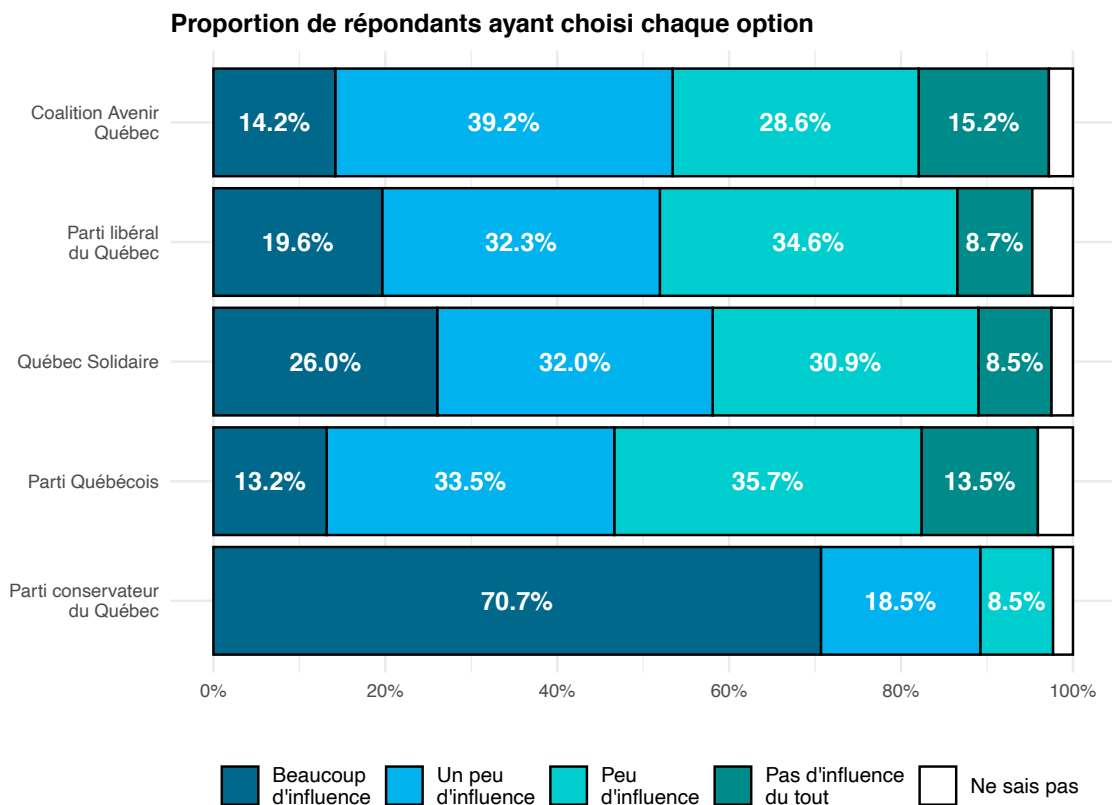


Figure 17. Influence perçue de la couverture médiatique biaisée sur le résultat de l'élection en fonction du choix électoral

Malgré les éléments soulevés dans cette section, il est important de noter que la confiance envers les médias demeure élevée dans la population en générale, alors que 79 % des répondants affirment avoir « beaucoup confiance » ou « assez confiance » envers les médias traditionnels en tant que source d'information politique.

Méfiance à l'égard des sondages

Durant la campagne, plusieurs acteurs ont dénoncé une présumée tendance des firmes de sondage, principalement Léger, à (volontairement) sous-estimer les intentions de vote pour le Parti conservateur du Québec. La firme Léger a été présentée comme faisant partie d'un complot avec les médias et le gouvernement, en raison notamment du fait que Jean-Marc Léger siège au conseil d'administration du Groupe TVA et qu'il est listé (avec Charles Sirois, co-fondateur de la CAQ) parmi les experts de l'Institut de leadership, une organisation visant

à former des gestionnaires. Il n'est pas spécifié comment le fait que deux individus ait participé à la formation de gestionnaires pour une organisation est une preuve de collusion.



Figure 18. Modification informatique d'une pancarte électorale de la CAQ laissant entendre que le président de la firme Léger est lié au parti

Ce discours a été alimenté par la dissemblance entre un sondage de Léger publié le 24 août et qui plaçait le Parti conservateur au quatrième rang à 14 % et un sondage de Mainstreet publié le 27 août et plaçant le Parti conservateur au deuxième rang à 21 % (il est intéressant de noter que Mainstreet a revu les intentions de vote du Parti conservateur à la baisse à 18 % le lendemain). Pour plusieurs internautes, cette différence était la preuve que les sondages Léger étaient biaisés.

Plusieurs internautes se sont basés sur une comparaison des foules lors des rassemblements des chefs de partis ou sur des sondages alternatifs diffusés dans leur réseau (voir Figure 19) pour suggérer que le Parti conservateur serait en tête dans les intentions de vote ou que l'élection serait beaucoup plus serrée que ce que les firmes de sondage traditionnelles laissaient entrevoir. Naturellement, un sondage partagé au sein d'un réseau d'individus partageant des opinions politiques similaires surestime les intentions de vote à l'égard du parti soutenu.

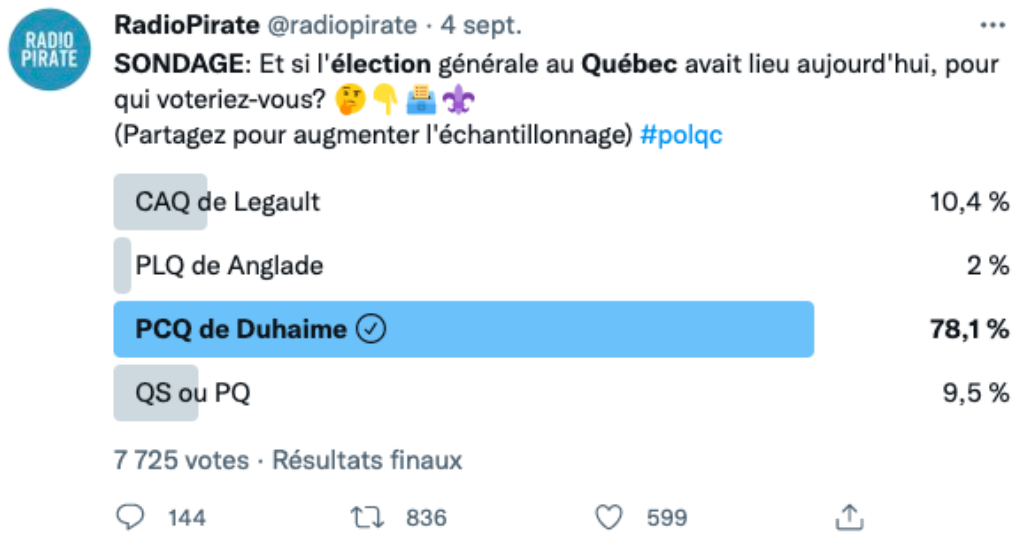


Figure 19. Sondage publié sur la plateforme Twitter plaçant le Parti conservateur du Québec comme étant largement en tête dans les intentions de vote

Dans une vidéo publiée le 29 août, une figure conspirationniste connue a demandé au Directeur général des élections d’enquêter sur les liens entre la Coalition Avenir Québec et la firme Léger. S’en est suivie une initiative citoyenne sur Facebook, Twitter et Telegram invitant à porter plainte à Élections Québec, qui n’a pas juridiction sur les sondages électoraux, en se basant sur l’argument selon lequel les sondages de Léger constitueraient une dépense électorale pour la Coalition Avenir Québec. Plusieurs dizaines d’internautes ont indiqué en commentaire avoir porté plainte, certains joignant des captures d’écran confirmant la réception de ladite plainte par Élections Québec.

Comme détaillé dans la section *Circulation de nouvelles vraies et fausses*, nous avons demandé aux répondants s’ils avaient été exposés et s’ils croyaient en la véracité de la nouvelle suivante : « Les grandes firmes de sondages publient des résultats biaisés afin d’influencer le résultat de l’élection. » Il y a des limites évidentes à mesurer les perceptions que les sondages sont biaisés en questionnant les répondants à un sondage. Cela dit, les résultats présentent tout de même certaines tendances intéressantes, telles que montrées dans la Figure 20. Cette dernière montre la proportion de répondants ayant été exposés et croyant l’histoire sur les sondages biaisés. La partie gauche de la figure présente les statistiques à cet égard parmi l’ensemble des répondants, alors que la partie droite de la figure présente la proportion de répondants croyant l’histoire seulement parmi ceux affirmant y avoir été exposés.

Le premier élément important à noter est le taux très élevé d'exposition et de véracité perçue de l'histoire chez les électeurs du Parti conservateur. En effet, près de 50 % de ceux-ci ont indiqué avoir vu, lu ou entendu parler du fait que les firmes de sondages publient des résultats biaisés afin d'influencer l'élection durant la campagne. Près de la moitié des partisans de ce parti ont aussi indiqué croire que cette information était vraie, incluant 74 % de ceux ayant préalablement été exposés à cette information, une proportion largement supérieure à celle observé chez les électeurs des autres partis. Parmi les répondants exposés, près d'un électeur sur deux de Québec solidaire et du Parti Québécois croient l'histoire, mais la proportion d'électeurs de ces deux partis ayant été exposée est très basse. Finalement, le taux de véracité perçue de l'histoire est particulièrement bas chez les électeurs de la Coalition Avenir Québec et du Parti libéral du Québec.

Pourcentage de répondants

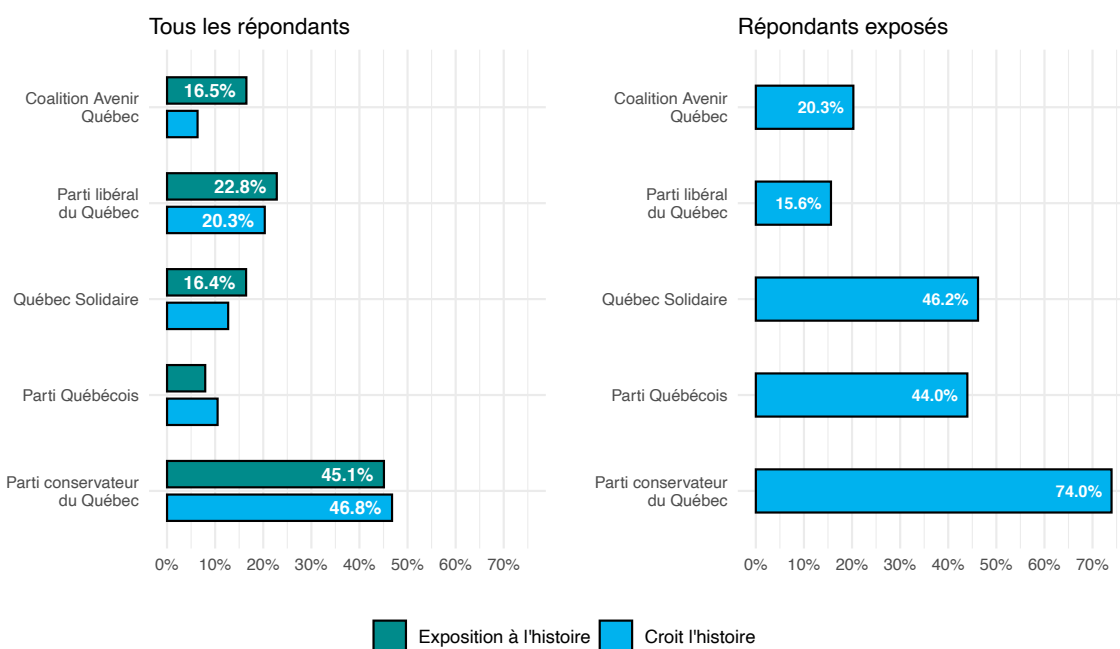


Figure 20. Volume d'exposition et de véracité perçues de l'histoire sur les sondages biaisés par parti politique

Suite à l'élection, il est intéressant de souligner que les derniers sondages électoraux ont été assez précis dans leur estimation des intentions de vote et que la firme Léger a été parmi les plus précises, estimant le vote pour chacun des partis avec un écart de moins de trois points de pourcentage.^{xlvi} Il est aussi à noter qu'il n'y a pas de consensus scientifique à savoir dans quelle mesure l'exposition aux sondages électoraux peut influencer la probabilité d'aller voter ou de changer son choix électoral.^{xlvi}

6. Les enjeux

Comme plusieurs études l'ont démontré, la pensée conspirationniste constitue une disposition psychologique, de sorte que ceux qui ont tendance à adhérer aux théories du complot sur un enjeu sont beaucoup plus susceptibles d'aussi croire les théories du complot sur d'autres enjeux. Ainsi, nous observons un lien important entre le fait de penser qu'il y a eu de la fraude électorale, le fait d'adhérer aux théories du complot sur la COVID-19 et les vaccins, et le fait de croire qu'il n'y a pas de consensus scientifique sur le réchauffement climatique.

Par exemple, 40 % de ceux qui croient que la fraude électorale a un peu ou beaucoup d'influence sur le résultat de l'élection croient qu'il n'y a pas de consensus scientifique sur le réchauffement climatique, 36 % croient que la vaccination de masse contre la COVID-19 plus de plus de problèmes pour la santé que le virus lui-même et 44 % croient que le gouvernement cache des informations sur des traitements qui aideraient à prévenir et guérir la COVID-19. Ces pourcentages sont largement supérieurs à ceux observés chez ceux qui ne croient pas que la fraude électorale ait influencé l'élection, soit respectivement 20 % pour les changements climatiques, 8 % pour les vaccins et 11 % pour les remèdes cachés.

La COVID-19 : Entre bilan, mésinformation et spéculations

L'élection de 2022 était la première élection provinciale québécoise depuis le début de la pandémie de COVID-19. Considérant à quel point ces deux années de pandémie ont marqué l'imaginaire collectif, il apparaissait inévitable que le COVID-19 fasse partie des discussions et des sujets de mésinformation durant l'élection, et ce, malgré le fait que l'essentiel des mesures sanitaires ne soient plus en vigueur. Néanmoins, la pandémie a occupé une place relativement modeste dans les débats des chefs, les discours des partis et la couverture médiatique de la campagne, du moins jusqu'à la publication de l'enquête de *Radio-Canada*

sur le rôle joué par la firme McKinsey dans la gestion de la pandémie au Québec. Nous avons identifié trois thèmes principaux de discussions en lien avec la COVID-19 en ligne.

D'abord, les discussions en lien avec la COVID-19 ont beaucoup tourné autour de la gestion de la pandémie par le gouvernement de la Coalition Avenir Québec. La maltraitance des personnes âgées et le bilan dans les CHSLD ont été des sujets de discussion importants parmi certaines communautés, notamment en raison de la publication du documentaire *CHSLD : Je me souviens*, blâmant sévèrement le gouvernement pour les décès et la maltraitance dans les CHSLD durant la pandémie, ainsi que la campagne des macarons de la dignité, distribués à la mémoire des aînés ayant perdu la vie dans les CHSLD durant la pandémie. Il est à noter que le documentaire inclut plusieurs affirmations fausses ou trompeuses, concernant notamment le fait que la pandémie aurait été « planifiée » ou l'interdiction de « traitements éprouvés » par les gouvernements. Dans les sphères très critiques du bilan de la Coalition Avenir Québec, incluant les partisans du Parti conservateur, plusieurs ont dénoncé le peu d'attention accordé à la COVID-19 et à ce bilan dans les médias et durant les débats des chefs. Dans notre sondage, nous avons demandé aux Québécois s'ils croient que l'enjeu de la COVID-19 a été trop, juste assez ou pas assez abordé durant la campagne. Près de 40 % (37,4 %) des partisans du Parti conservateur ont indiqué que l'enjeu de la COVID-19 n'avait pas été assez abordé, comparativement à moins de 20 % des partisans des autres partis.

Ensuite, la mésinformation qui circule depuis 2020 en lien avec la pandémie et la vaccination a continué de circuler durant la campagne, en établissant parfois des liens avec les acteurs politiques québécois. L'un des discours fréquents accusait François Legault d'avoir mis la vie des Québécois en danger en les incitant à s'injecter un vaccin « expérimental » ou « non testé ». Ces perceptions négatives à l'égard du vaccin continuent d'être partagées par un nombre non négligeable de Québécois. Les données de notre sondage montrent, par exemple, que 15 % des Québécois croient que l'énoncé selon lequel « La vaccination de masse contre la COVID-19 cause plus de problèmes de santé que le virus lui-même » est « Probablement vrai » ou « Définitivement vrai ». L'adhésion à cet énoncé est particulièrement élevée parmi ceux qui indiquent ne pas avoir confiance dans les scientifiques (56 %) et ceux qui appuient le Parti conservateur du Québec (49 %).

Finalement, la campagne a donné lieu à des spéculations sur les mesures qui pourraient être mises en place advenant la réélection d'un gouvernement de la Coalition Avenir Québec. Durant la campagne, certains cercles dénonçaient les mesures jugées drastiques ayant été mises en place durant la pandémie, incluant le confinement, le couvre-feu et le passeport vaccinal. Plusieurs prédisaient qu'une réélection de la Coalition Avenir Québec serait suivie d'un retour de ces mesures sanitaires jugées extrêmes, alors que d'autres suggéraient que des mesures beaucoup plus drastiques seraient mises en place, incluant l'utilisation de camps de concentration pour les personnes ayant le COVID-19 ou étant réticentes à la vaccination. Ces discours reflètent une perception que le gouvernement cherche des prétextes pour « contrôler les populations ». Au cours de la période électorale, on a observé une tendance dans certaines communautés en ligne à associer le gouvernement à une

dictature ou un régime fasciste, certains l'accusant d'utiliser la pandémie afin de mettre en place des pratiques autoritaires, comme illustré dans la Figure 21. Présentée dans ce contexte, la désinformation partagée se présentait comme soi-disant révélatrice d'abus de pouvoir et se voulait protectrice face à l'implantation d'une « dictature sanitaire ».



Figure 21. Tweet suggérant qu'étant donnée sa gestion de la pandémie, le gouvernement de François Legault ne pourrait être réélu sans fraude électorale

De manière plus générale, la pandémie de COVID-19 a contribué à la création et à l'organisation de communautés aux tendances conspirationnistes en ligne. Il n'est maintenant pas rare de voir certaines figures conspirationnistes s'inviter mutuellement dans leurs directs ou podcasts, lesquels rejoignent parfois plusieurs milliers d'auditeurs. Une part importante de la mésinformation ayant circulé durant la campagne, qu'elle soit liée ou non à la pandémie, provenait d'un nombre limité d'acteurs principaux provenant de ces communautés réticentes face aux mesures sanitaires et à la vaccination contre la COVID-19.

Les changements climatiques

Les changements climatiques ont été parmi les enjeux les plus discutés et jugés les plus importants (parmi les trois enjeux les plus importants avec la santé et le coût de la vie selon notre sondage) par les électeurs durant l'élection. Le 23 septembre, plusieurs marches pour le climat ont d'ailleurs été organisées à travers le Québec et à travers le monde dans le cadre du mouvement *Fridays for Future*, une initiative lancée par la militante écologiste Greta Thunberg. Puis, le 24 septembre, la tempête post-tropicale Fiona a touché terre dans l'Est-du-Québec, causant d'importants dommages aux Îles-de-la-Madeleine et menant l'ensemble des chefs de partis à suspendre temporairement leur campagne.

Malgré le fait qu'une forte majorité des Québécois croit en l'existence des changements climatiques et appuie la mise en place de mesures pour y faire face, certains segments de l'électorat continuent de croire qu'il n'existe pas de consensus scientifiques sur les changements climatiques (21,5 % selon notre sondage) ou que les changements climatiques constituent un prétexte afin de permettre aux élites d'appauvrir ou de contrôler la population.

Certaines communautés en ligne ont accusé les médias et certains partis politiques, dont Québec Solidaire, d'alimenter un climat de peur sur les changements climatiques, se moquant notamment du fait que les changements climatiques soient pointés du doigt pour un ensemble de phénomènes météorologiques (dont l'ouragan Fiona) et d'enjeux de santé publique. Au sein de ces communautés, les changements climatiques sont souvent présentés comme un outil de contrôle social, qui est parfois associé à un prétendu agenda caché du Forum économique mondial ou de l'ONU. Plusieurs internautes ont suggéré qu'un passeport climatique inspiré du passeport vaccinal, voire un système de crédit social, serait mis en place afin de traquer la consommation de chaque individu et de la réguler. Pour résumer les discours sur ce système de crédit social, l'accès à certains biens et services, voire l'argent dont disposeraient les individus seraient déterminés en fonction de leur « bonne conduite environnementale », laquelle pourrait être mesurée grâce à l'identité numérique. Ces discours sont illustrés par la Figure 22. Ce système servirait notamment à s'assurer que les individus ne possèdent rien, à contrôler leurs déplacements et à imposer certains comportements, dont la consommation d'insectes. Ces discours ont été le plus souvent tenus

en réaction aux promesses environnementales de Québec Solidaire, mais aussi parfois associés à la réélection de la Coalition Avenir Québec.

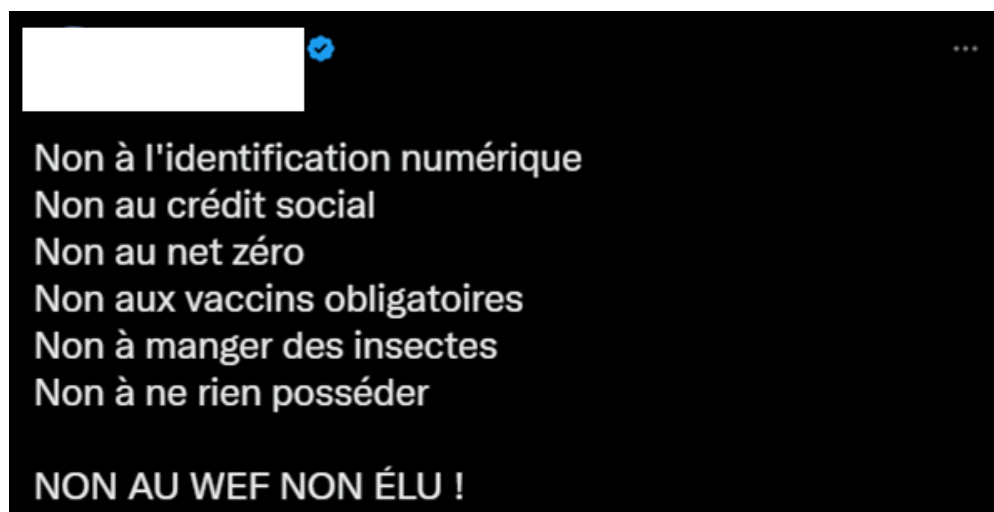


Figure 22. Tweet illustrant les discours sur l'instrumentalisation de la crise climatique à des fins de contrôle des populations

Bien que cette mésinformation ait été observée pendant la campagne électorale, elle n'est pas spécifique aux élections québécoises. En effet, ces discours, incluant l'idée qu'un passeport climatique serait mis en place pour contrôler les populations, circulent également dans d'autres pays, dont la France. Comme il a été documenté ailleurs, une grande partie de la mésinformation circulant au Québec, notamment sur l'enjeu des changements climatiques, est issue de discours transnationaux et reflète un phénomène global de méfiance envers les élites politiques et économiques nationales et internationales.^{xlix}

07. Conclusions et recommandations

Le Projet visait à examiner la propagation et l'influence de la mésinformation lors de l'élection provinciale québécoise de 2022. Bien que la mésinformation ait été bien présente sur les réseaux sociaux durant la campagne électorale, nos observations suggèrent qu'elle est, la plupart du temps, demeurée concentrée au sein de certaines communautés en ligne et a eu peu d'influence sur le résultat de l'élection.

À l'exception d'une déclaration erronée du ministre sortant de l'Immigration, qui a été largement médiatisée, le Québécois moyen a été relativement peu exposé à la mésinformation ayant circulé au cours de la campagne. Cette lecture semble partagée par les citoyens. Bien qu'ils soient significativement plus nombreux à croire qu'ils ont été exposés à de la mésinformation comparativement à l'élection fédérale de 2021, ils ne sont pas pour autant plus susceptibles de croire que la mésinformation a posé un problème sérieux durant l'élection.

La mésinformation ayant circulé sur les médias sociaux durant la campagne concernait principalement la COVID-19 et l'intégrité du processus électoral. Cette mésinformation a souvent une dimension internationale, s'inspirant des narratifs circulant dans d'autres pays. La mésinformation propagée sur ces deux sujets, mais également d'autres sujets comme les changements climatiques, provenait souvent des mêmes individus et communautés, dont les discours en ligne dénotent une méfiance importante à l'égard du gouvernement et des médias. Cette communauté, qui a pris son essor et s'est organisée dans le contexte de la pandémie, est structurée autour de certains leaders connus, qui collaborent parfois dans la création de contenu ou l'organisation d'événements. Ces connexions font en sorte que la mésinformation arrive parfois en vague. En effet, le fait qu'une figure de proue du mouvement commence à aborder un sujet semble inciter d'autres à le faire. Cette communauté, plus organisée qu'auparavant, permet à la mésinformation de se propager rapidement et à grande échelle à l'intérieur du réseau, les publications et vidéos rejoignant parfois plusieurs milliers de Québécois. La mésinformation semble toutefois avoir peu d'écho à l'extérieur de cette communauté.

Malgré le fait que la plupart des Québécois soient relativement peu influencés par la mésinformation, il semble exister une certaine confusion dans le public par rapport à ce qui constitue de la mésinformation et dans quelle mesure ils y sont exposés. Près de la moitié des Québécois interrogés trouvent difficile de distinguer la mésinformation de l'information factuelle et sont incertains s'ils ont été exposés à de la mésinformation durant la campagne. Lorsqu'ils croient être exposés à de la mésinformation, les citoyens ont une conception très différente de ce qu'elle constitue, certains considérant, par exemple, qu'elle vient principalement des médias traditionnels et des discours officiels sur la COVID-19.

Bien que les médias traditionnels demeurent la principale source d'information d'une majorité de Québécois, on semble observer une certaine diversification des sources d'information politique. Alors que la principale différence entre les générations semblait autrefois concerner le fait d'utiliser ou ne pas utiliser les médias sociaux, on observe aujourd'hui des différences générationnelles importantes en ce qui a trait aux plateformes utilisées. TikTok a notamment connu un essor fulgurant au cours des deux dernières années et constitue maintenant une source d'information politique importante chez les moins de 25 ans, alors qu'elle compte relativement peu d'utilisateurs chez les générations plus âgées. Cette plateforme a été une source non négligeable de fausses informations durant la campagne et pose certains défis particuliers liés notamment à la puissance de son algorithme et au fait que le contenu sur la plateforme tend à combiner des éléments auditifs, visuels et textuels, ce qui peut rendre la modération de contenus plus difficile. Il est à noter que la diversification des plateformes affecte aussi les producteurs de contenu, la modération sur les plateformes les plus utilisées ayant incité certaines figures du mouvement conspirationniste à se tourner vers des plateformes alternatives telles que Rumble, Odysee et Telegram.

Les préoccupations sur le rôle des fausses informations lors des élections ne datent pas d'hier. Les médias vérifient depuis plusieurs années certaines affirmations des candidats et éléments de programme des partis et il y a longtemps que les partis s'accusent les uns les autres de déformer la vérité. Ce qui peut sembler différent lors de l'élection provinciale québécoise de 2022 est le fait que le Parti conservateur du Québec ait été présenté, à tort ou à raison, comme l'incarnation de cette mésinformation. Cette situation peut s'expliquer en partie par certains discours et candidatures du parti, qui mobilisent les citoyens ayant un haut degré de cynisme et de méfiance envers le gouvernement et les médias. Cela dit, elle semble aussi, voire principalement, découler du fait qu'une proportion plus importante de ceux qui appuient le parti croient et partagent de fausses informations sur un ensemble de sujets, dont la COVID-19, les changements climatiques, et l'intégrité de l'élection. Cette situation occasionne parfois une coupure entre le discours de certaines franges plus radicales faisant la promotion du parti sur les réseaux sociaux et les positions officielles du Parti, qui a notamment réitéré à maintes reprises sa confiance dans le processus démocratique.

Recommandations

1

Mieux éduquer les citoyens sur le processus électoral

Le rapport a montré que les citoyens ont un faible niveau de connaissances sur le processus électoral, par exemple sur la manière dont les votes sont comptés, ce qui peut augmenter leur susceptibilité face aux fausses informations circulant en ligne et diminuer leur confiance envers l'intégrité de l'élection. Nous recommandons donc à Élections Québec et aux autres organismes de la société civile faisant de l'éducation civique de renforcer leurs efforts visant à éduquer les citoyens sur le processus électoral.

2

Éviter les formulations qui laissent croire à la diffusion de résultats avant la fermeture des bureaux de vote

Le soir de l'élection, certaines organisations médiatiques ont créé à l'avance les pages où seraient diffusés les discours des chefs de chacun des partis, présupposant avant la fermeture des bureaux de vote que le gouvernement de la Coalition Avenir Québec serait réélu, que le Parti libéral formerait le premier groupe d'opposition et que Québec Solidaire finirait troisième. D'autres organisations ont aussi publié, peu de temps avant la fermeture des bureaux de vote, des articles dont le titre pouvait laisser croire à l'annonce de résultats électoraux, ceux-ci s'appuyant sur des données de sondage pour affirmer que certains candidats étaient « en bonne position ». Ces publications ont alimenté les discours selon lesquels l'élection était « arrangée » et le résultat connu d'avance. Nous encourageons les médias à s'abstenir de faire des publications pouvant laisser croire à l'annonce de résultats électoraux avant la fermeture des bureaux de vote.

3

Prendre au sérieux la méfiance grandissante envers les institutions politiques, médiatiques et scientifiques

Le présent rapport montre que certains segments de l'électorat sont particulièrement méfiants à l'égard des médias traditionnels, qu'ils identifient comme une source importante de désinformation. Cette conclusion s'inscrit en continuité avec celles présentées dans le rapport annuel de l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme qui montre que la confiance envers les médias a atteint, en 2022, son plus bas niveau depuis que ces données sont collectées au Canada. Cette méfiance, tout comme celle à l'égard des institutions politiques et des scientifiques, lesquels sont parfois présentés comme parties prenantes dans un grand complot, rend certains individus plus susceptibles de s'informer principalement par l'entremise de sources alternatives d'information – lesquelles n'adhèrent pas nécessairement aux mêmes principes d'intégrité

journalistique ou scientifique – et de croire et propager de fausses informations. Toute réponse sérieuse et à long terme face à l'enjeu de la mésinformation devra s'attarder aux sources de cette méfiance, mais aussi éviter de l'alimenter.

4

Exiger davantage de transparence et de responsabilité de la part des plateformes de médias sociaux

La propagation à grande échelle de mésinformation, de discours polarisants, voire de menaces ou autres formes de discours haineux sur les médias sociaux pose un danger réel pour la démocratie. Bien que les plateformes de médias sociaux fassent preuve de plus d'initiatives pour combattre la mésinformation et en limiter la diffusion depuis le début de la pandémie de COVID-19, leurs algorithmes continuent de faire la promotion de contenu diviseur ou contenant de fausses informations, lequel tend à générer plus d'interactions. Le rapport a notamment montré que, durant la campagne, les publications des principaux leaders complotistes au Québec ont généré, en moyenne, un nombre similaire de mentions « J'aime » et de partages que les publications des chefs de partis. Plusieurs chercheurs ont aussi fait part de leurs préoccupations par rapport à l'efficacité de la modération de contenus dans les langues autres que l'anglais. Une telle situation génère des questions sur le type d'information obtenant de la visibilité sur les médias sociaux durant une élection et peut avoir d'importantes implications sur la confiance envers le processus électoral. Dans cette optique, un plus grand niveau de transparence de la part des plateformes concernant leur fonctionnement, de même qu'un plus grand niveau de responsabilité concernant leurs effets sur la société apparaît nécessaire. Cette responsabilité pourrait notamment passer par l'application d'une « Obligation d'agir de manière responsable », tel que proposé par la *Commission canadienne sur l'expression démocratique*.¹ Cette transparence et responsabilité requièrent aussi un meilleur accès aux données pour les chercheurs afin d'évaluer de manière indépendante l'amplification algorithmique sur chacune des plateformes. Un plus grand accès aux contenus effacés des plateformes, que ce soit parce qu'ils ont été partagés sous forme de *stories* ou parce que signalés par d'autres utilisateurs, serait aussi bénéfique du point de vue de la recherche sur la mésinformation et les méfaits en ligne.

5

Développer des infrastructures de données partagées

Étudier l'environnement d'information et la mésinformation qui y circule requiert une quantité astronomique de données. Les infrastructures actuelles sont largement inadéquates et inefficaces. La plupart des chercheurs collectent de nouvelles bases de données pour chaque nouveau projet et les données ne sont pas nécessairement collectées dans l'optique d'être réutilisables par d'autres chercheurs ou pour étudier d'autres questions. Ces données ne représentent souvent qu'une fraction des données qui seraient nécessaire pour mieux comprendre l'environnement d'information et les comportements en ligne, mais les infrastructures nécessaires pour maintenir de larges bases de données peuvent créer d'importantes barrières à l'entrée ou inégalités d'accès. Développer des infrastructures de données partagées et des approches permettant de mieux suivre les conversations d'une plateforme à l'autre contribuerait à rendre la recherche sur l'environnement d'information beaucoup plus efficace et accessible pour la communauté scientifique en général et d'ainsi améliorer notre compréhension des caractéristiques et effets de cet environnement d'information. Ces infrastructures permettraient notamment de répondre beaucoup plus rapidement lorsqu'un nouvel enjeu fait surface (par exemple, des soupçons sur une nouvelle forme d'ingérence étrangère en ligne) et favoriserait les comparaisons entre pays, lesquels requiert davantage de données, mais permettent de mettre en contexte les caractéristiques de l'environnement d'information d'un pays donné. Ces infrastructures de données partagées devraient donc nécessairement impliquer des partenariats interuniversitaires, mais aussi interétatiques.

08. Appendices

Appendice A : Méthodologie de l'analyse des médias sociaux

Les analyses quantitatives de données de Twitter présentées dans ce rapport s'appuient sur une base de données de plus de 2,3 millions de tweets en lien avec la politique québécoise publiés durant la période électorale. En utilisant l'API académique de Twitter, nous avons extrait l'ensemble des tweets incluant au moins l'une des chaînes de caractères suivantes, incluant tous les tweets destinés aux partis et à leurs chefs : "polqc", "polqc2022", "polqc22", "qcpoli", "QC2022", "quebec", "quebecoise", "assnat", "caq", "coalition avenir", "legault", "QCAnglos", "PLQ", "anglade", "partiliberaldunquebec", "plamondon", "partiquebecois", "parti quebecois", "PCQ", "duhaime", "particonservateur", "parti conservateur", "quebecsolidaire", "quebec solidaire", "manonmasse", "manon masse", "nadeau dubois", caquistan, to:francoislegault, to:coalitionavenir, to:DomAnglade, to:LiberalQuebec, to:GNadeauDubois, to:ManonMasse_Qs, to:QuebecSolidaire, to:E_Duhaime, to:PconservateurQc, to:PaulPlamondon, to:PartiQuebecois, #faceafacetva, #debatdeschefs, #librecheznous, #dehorslacaq, #librecheznous, #votiezvrai, #dehorslacaq, #dehorslegault, #dehorsdube, #electionqc2022, #caq2022, #pq2022, #plq2022, #pcq2022, #qs2022, #votiezcaq, #votiezplq, #votiezpq, #votiezpcq, #votiezqs.

La cinquantaine d'utilisateurs (49) ayant le plus fréquemment tenu un discours de nature conspirationniste durant la campagne a été construite à partir de la liste des leaders conspirationnistes de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, puis à l'aide d'une méthode boule de neige. Un examen des tweets publiés durant la campagne a été réalisé afin de conserver uniquement les utilisateurs ayant activement propagé de la désinformation en lien avec la politique québécoise durant la campagne.

Appendice B : Dictionnaires utilisés pour les analyses de médias sociaux

Nous avons utilisé une approche par dictionnaire afin d'identifier les tweets en lien avec la mésinformation, l'intégrité électorale et d'autres enjeux politiques. Les dictionnaires ont été appliqués à l'ensemble des 2,3 millions de tweets en lien avec la politique québécoise, tels que décrits dans l'Appendice B. La construction des dictionnaires s'appuie sur une volonté de détecter le plus grand nombre possible de tweets en lien avec ces différents enjeux, tout en minimisant l'identification de tweets qui portent sur d'autres sujets. Les tweets identifiés peuvent à la fois inclure des discours propageant la mésinformation (par exemple, un tweet indiquant que l'élection a été volée), des discours la combattant (par exemple, suite à une vérification des faits) et des discours en discutant ou ridiculisant ceux qui croient certains narratifs. Il est à noter que tout tweet incluant une série de caractères présents dans le dictionnaire est classifié comme abordant ce sujet, indépendamment de la présence ou non d'autres caractères dans le mot ou le tweet. Par exemple, « désinfo » détectera aussi les mots de même famille comme « désinformation » et « désinformer ».

Discussions de la mésinformation

Le premier dictionnaire vise à mesurer le volume de discussions sur la mésinformation en général, tel qu'illustré dans la Figure 3. Il inclut les mots clés suivants : "mésinfo", "désinfo", "réinfo", "propagand", "fausses nouvelles", "fausses informations", "faussetés", "mentir", "complot", "conspiration", "misinfo", "disinfo", "fake news", "fake media", "falsehoods", "conspiracy", "infox", "lying".

Intégrité électorale

Le deuxième dictionnaire utilisé se focalise sur la mésinformation au sujet de l'intégrité de l'élection québécoise et a été utilisé pour construire la Figure 12. Il inclut : "rigged", "#rigged", "rigging", "truqu?", "truquer", "triché", "tricher", "cheat", "fraud", "tamper", "altéré", "altérer", "falsif", "irregularities", "irrégularités", "malpractice", "stop the steal", "steal an election", "steal the election", "stealing the election", "stole the election", "stolen the election", "stolen election", "voler une élection", "voler l'élection", "volé l'élection", "volent l'élection", "élection volée", "election integrity", "electoral integrity", "intégrité de l'élection", "intégrité électorale", "fair election", "élection juste", "fake election", "fausse élection", "predetermined winner", "predetermined outcome", "gagnant déterminé d'avance", "résultat déterminé d'avance", "election manipulation", "electoral manipulation", "manipulate the

election", "manipulation de l'élection", "manipulation électorale", "manipuler l'élection", "élection manipulée", "corrupt election", "corrupt the election", "corrupted election", "élection corrompue", "corrompre l'élection", "corruption de l'élection", "forge ballots", "fake ballots", "false ballots", "forge votes", "fake votes", "change ballots", "corrupt ballots", "corrupt votes", "forged ballots", "faked ballots", "forged votes", "faked votes", "changed ballots", "corrupted ballots", "corrupted votes", "forging ballots", "faking ballots", "forging votes", "faking votes", "changing ballots", "corrupting ballots", "corrupting votes", "changer les votes", "changent les votes", "faux bulletins", "faux votes", "votes corrompus", "vote corrompu", "corrompre les bulletins", "corrompre les votes", "corrompre le vote", "bring a pen", "bring your own pen", "use a pen", "amenez un stylo", "utilisez un stylo", "crayon a mine", "crayon de plomb", "stylo", "lead pencil", "lost ballots", "lost mail-in", "bulletins de vote perdus", "discard ballots", "discarding ballots", "discard votes", "discarding votes", "discarded ballots", "discarded votes", "destroy ballots", "destroying ballots", "destroy votes", "destroying votes", "destroyed ballots", "destroyed votes", "reject ballots", "rejecting ballots", "reject votes", "rejecting votes", "rejected ballots", "rejected votes", "reject ballots", "rejecting ballots", "reject votes", "rejecting votes", "rejected ballots", "rejected votes", "discard qs ballots", "discarding qs ballots", "discard qs votes", "discarding qs votes", "discard plq ballots", "discarding plq ballots", "discard plq votes", "discarding plq votes", "destroy pq ballots", "destroying pq ballots", "destroy pq votes", "destroying pq votes", "destroy pcq ballots", "destroying pcq ballots", "destroy pcq votes", "destroying pcq votes", "reject caq ballots", "rejecting caq ballots", "reject caq votes", "rejecting caq votes", "rejeter les votes", "rejeter les bulletins", "éliminer les votes", "éliminer les bulletins", "détruire les votes", "détruire les bulletins", "throw ballots", "throw votes", "dump ballots", "dump votes", "rip up ballots", "thrown ballots", "thrown votes", "dumped ballots", "dumped votes", "ripped up ballots", "throwing ballots", "throwing votes", "dumping ballots", "dumping votes", "ripping up ballots", "jeter des bulletins", "jeter les bulletins", "jeter des votes", "jeter les votes", "déchirer des bulletins", "déchirer les bulletins", "déchirer les votes", "jeté des bulletins", "jeté les bulletins", "jeté des votes", "jeté les votes", "déchiré des bulletins", "déchiré les bulletins", "déchiré les votes", "jettent des bulletins", "jettent les bulletins", "jettent des votes", "jettent les votes", "déchirent des bulletins", "déchirent les bulletins", "déchirent les votes", "stop the count", "arrêtez le décompte", "count that vote", "comptez ce vote", "missing votes", "missing ballots", "votes perdus", "vote perdus", "voter suppression", "vote suppression", "suppress votes", "supprimer des votes", "suppression d'?lecteurs", "vote twice", "voter deux fois", "duplicate ballots", "double vote", "dead voters", "dead people voting", "morts votent", "vote des morts", "fraudulent ballots", "votes frauduleux", "voting machines", "voting software", "electronic voting", "computer voting", "vote machines", "voter machines", "vote software", "electronic vote", "computer vote", "vote-counting machine", "ballot-counting machine", "dominion machines", "dominion counting", "dominion ballot", "dominion voting", "machines à voter", "vote par machine", "logiciel de vote", "vote électronique", "voter électroniquement", "vote par ordinateur", "machines pour compter", "machines dominion", "vote dominion", "quebec insurrection", "insurrection in quebec", "insurrection quebecoise", "insurrection au quebec".

Enjeux politiques

Finalement, plusieurs dictionnaires ont été utilisés afin d'estimer le volume de discussions sur différents enjeux politiques, à savoir la COVID-19, l'immigration, l'environnement, le processus électoral, la langue et le coût de la vie. Les résultats sont présentés dans la Figure 8.

COVID-19: "covid", "pandémie", "pandémique", "pandemic", "plandemic", "plandémie", "plandémique", "corona", "sars-cov-2", "sras-cov-2", "2019-ncov", "vaccin", "mesures sanitaires", "restrictions sanitaires", "sanitary measures", "sanitary restrictions", "couvre-feu", "curfew", "mckinsey", "port du masque", "mask wearing".

Immigration: "immigra", "immigré", "chemin roxham", "roxham road", "nouveaux arrivants", "newcomer", "réfugie", "refugee".

Environnement: "climat", "environment", "environnement", "carbon", "effet de serre", "greenhouse gas", "accord de paris", "paris climate accord", "transition énergétique", "energy transition", "véhicules électriques", "electric vehicules", "electric cars", "cap sur les émissions", "plafonnement des émissions", "cap on emissions", "énergies fossiles", "fossil fuels", "net-zero", "net zero", "zero-emission", "zev", "co2", "énergie nucléaire", "nuclear energy", "pipeline", "oléoduc", "pollution", "paris targets", "cibles de paris", "cop26", "cop27", "énergies propres", "énergie propre", "clean energy", "clean energies", "énergie verte", "énergies vertes", "green energy", "green energies", "technologie verte", "technologies vertes", "green technology", "green technologies", "technologie propre", "technologies propres", "clean technology", "clean technologies", "énergie renouvelable", "énergies renouvelables", "renewable energy", "renewable energies", "déchets plastique", "zéro déchet", "plastiques à usage unique", "plastic waste", "zero waste", "single-use plastic", "électrification", "électrification", "gnl", "développement durable", "sustainable development", "finance durable", "sustainable finance", "greenwashing", "écoanxi", "ecoanxi", "élection de la dernière chance", "hydrogène vert", "green hydrogen".

Il est à noter que les tweets faisant référence aux climat social (e.g., "climat social", "climat toxique", "climat de violence" n'ont pas été codés comme discutant d'environnement, bien qu'ils incluent le mot "climat ».

Processus électoral: "vote par anticipation", "voter par anticipation", "vote par correspondance", "voter par correspondance", "vote par la poste", "voter par la poste", "vote postal", "advance vote", "advance poll", "advance voting", "vote by mail", "mail-in ballots", "postal vote", "postal voting", "liste électorale", "electoral list", "list of electors", "inscrit pour voter", "registered to vote", "élections québec", "elections quebec", "stylo", "crayon à mine", "crayon de plomb", "pen", "lead pencil", "bulletin de vote", "bulletins de vote", "boîtes de scrutin", "ballot", "bureau de vote", "bureaux de vote", "polling station", "journée de l'élection", "jour de l'élection", "election day", "décompte des votes", "décompte des voix",

"compter les votes", "compter tous les votes", "machines dominion", "dominion machines", "vote rejeté", "votes rejetés", "jeter les votes", "déjà voté", "already voted", "rejeter les votes", "rejeter les bulletins", "éliminer les votes", "éliminer les bulletins", "détruire les votes", "détruire les bulletins", "reject votes", "reject ballots", "destroy votes", "destroy ballots", "pancartes électorales", "election signs", "publicité électorale", "election ad", "vole un dépliant", "voler un dépliant", "voleuse de dépliant", "removing leaflet", "switching out leaflets", "removing flyer", "switching out flyers", "dépense électorale", "dépenses électorales", "electoral expense", "election spending", "contribution électorale", "electoral contribution", "don électorale", "political donation", "fraude électorale", "frauder l'élection", "fraudé l'élection", "election fraud", "élection truquée", "rigged election", "fausse élection", "fake election", "élection légitime", "vote légitime", "legitimate election", "élection juste", "fair election", "résultat de l'élection", "résultat des élections", "résultats de l'élection", "résultats des élections", "election result", "irrégularités électorales", "electoral malpractice", "voler l'élection", "élection volée", "stollen election", "predetermined winner", "predetermined outcome", "gagnant déterminé d'avance", "résultat déterminé d'avance", "fake ballots", "faux votes", "changer les votes", "effacer les votes", "effacer ton vote", "change ballots", "erase your vote", "voter deux fois", "vote twice", "voter plusieurs fois", "vote multiple times", "vote des morts", "morts peuvent voter", "dead people can vote", "duplicate ballots", "double vote", "dead voters", "dead people voting", "fraudulent ballots", "votes frauduleux", "vote frauduleux", "contestation électorale", "contester l'élection", "contester le résultat", "contest the election", "recomptage", "recount", "administration électorale", "administration de l'élection", "election administration", "intégrité de l'élection", "intégrité électorale", "election integrity".

Langue: "déclin du français", "déclin de la langue", "protection de la langue", "droits linguistiques", "decline of french", "protection of the french language", "linguistic rights", "apprendre le français", "francisation", "anglicis", "learn french", "loi 101", "bill 101", "loi 96", "bill 96", "utilisation du français", "use of french", "utilisation de l'anglais", "use of english", "répondre en français", "servir en français", "répondre en anglais", "servir en anglais", "answered in french", "answered in english", "served in english", "served in french", "étudier en français", "étudier en anglais", "minorité linguistique", "minorités linguistiques", "linguistic minority", "linguistic minorities".

Coût de la vie: "inflation", "coût de la vie", "cost of living", "abordabilité", "abordable", "affordability", "affordable", "joindre les deux bouts", "make ends meet", "pouvoir d'achat", "purchasing power", "hausse des prix", "price increase", "prix augmente", "capables de payer", "capable de payer", "able to pay", "plus cher", "more expensive", "accès à la propriété", "accès au logement", "access to property", "access to housing", "premiers acheteurs", "first time home buyer", "first-time home buyer", "prix de l'essence", "prix du gaz", "prix du panier d'épicerie", "facture d'épicerie", "prix de la nourriture", "prix de l'épicerie", "gasoline price", "food price", "cost of food", "grocery bill", "prix a augmenté", "prix ont augmenté", "price has increased", "prices have increased".

Appendice C : Méthodologie du sondage

Le sondage du Projet sur la désinformation électorale au Québec comportait deux vagues. La première vague a été administrée chaque jour de la campagne, du 29 août au 2 octobre, à un échantillon de 100 Québécois et Québécoises (plus de 3500 répondants au total) se voulant représentatif en termes d'âge, de genre et de région. Le deuxième sondage a été administré après l'élection, du 14 au 16 octobre, à un échantillon de 1547 répondants parmi ceux ayant répondu au premier sondage. Les réponses incomplètes ont été exclues de l'analyse. Le sondage a été créé sur Qualtrics et l'échantillon a été fourni par la firme Léger. Les répondants avaient le choix de répondre au sondage en français ou en anglais. Ils devaient être citoyens canadiens et être âgés d'au moins 18 ans afin de répondre au sondage.

Le tableau suivant compare les caractéristiques des échantillons des deux vagues avec ceux de la population générale :

	% population	% vague préélectorale	% vague postélectorale
Homme	48,8	50,5	51,3
Femme	51,3	49,5	48,7
18-24 ans	10,2	11,3	6,3
25-34 ans	15,4	17,4	14,8
35-44	16,0	18,1	20,2
45-54 ans	17,4	18,0	18,1
55-64 ans	18,3	16,6	19,3
65 ans et plus	22,8	18,6	21,4
Montréal RMR	50,5	44,1	43,6
Québec RMR	9,9	9,5	9,2
Reste du Québec	39,6	46,4	47,2

Nous avons créé deux variables de pondération, l'une pour la vague préélectorale et l'autre pour la vague postélectorale. La pondération s'appuie sur les données sur le sexe (homme, femme), l'âge (18-25, 25-34, 35-44, 45-54, 55-64, 65+) et la population des régions administratives, telles que fournies par le recensement de 2021.

09. Bibliographie

98.5 FM. « La CAQ promet deux « mini-hôpitaux » privés ». *Puisqu'il faut se lever*. 98.5 FM, 6 septembre 2022. <https://www.985fm.ca/audio/505951/la-caq-promet-deux-mini-hopitaux-privés-dont-un-dans-l-est-de-montreal>.

Agence QMI. « Après le « Convoi de la liberté », le convoi « Dehors la CAQ » débarque à L'Assomption ». *Le Journal de Montréal*, 20 septembre 2022. <https://www.journaldemontreal.com/2022/09/20/apres-le-convoi-de-la-liberte-le-convoi-dehors-la-caq-debarque-au-quebec>.

Allcott, Hunt, et Matthew Gentzkow. « Social Media and Fake News in the 2016 Election ». *Journal of Economic Perspectives* 31, n° 2 (mai 2017): 211-36. <https://doi.org/10.1257/jep.31.2.211>.

Arceneaux, Kevin, et Rory Truex. « Donald Trump and the Lie ». *Perspectives on Politics*, 29 mars 2022, 1-17. <https://doi.org/10.1017/S1537592722000901>.

Barrera, Oscar, Sergei Guriev, Emeric Henry, et Ekaterina Zhuravskaya. « Facts, Alternative Facts, and Fact Checking in Times of Post-Truth Politics ». *Journal of Public Economics* 182 (1er février 2020): 104123. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2019.104123>.

Bendali, Nahila. « La Vérité : les propos de Jean Boulet sur l'immigration sont-ils exacts? » *Radio-Canada*, 28 septembre 2022. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1920110/immigration-montreal-jean-boulet-emploi-francais>.

Benkler, Yochai, Robert Faris, et Hal Roberts. *Network Propaganda: Manipulation, Disinformation, and Radicalization in American Politics*. Oxford University Press, 2018.

Benkler, Yochai, Casey Tilton, Bruce Etling, Hal Roberts, Justin Clark, Robert Faris, Jonas Kaiser, et Carolyn Schmitt. « Mail-In Voter Fraud: Anatomy of a Disinformation Campaign ». SSRN Scholarly Paper. Rochester, NY: Social Science Research Network, 2 octobre 2020. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3703701>.

Berlinski, Nicolas, Margaret Doyle, Andrew M. Guess, Gabrielle Levy, Benjamin Lyons, Jacob M. Montgomery, Brendan Nyhan, et Jason Reifler. « The Effects of Unsubstantiated Claims of Voter Fraud on Confidence in Elections ». *Journal of Experimental Political Science*, 28 juin 2021, 1-16. <https://doi.org/10.1017/XPS.2021.18>.

Boulianne, Shelley, Chris Tenove, et Jordan Buffie. « Complicating the Resilience Model: A Four-Country Study About Misinformation ». *Media and Communication* 10, n° 3 (31 août 2022): 169-82. <https://doi.org/10.17645/mac.v10i3.5346>.

Bridgman, Aengus, Mathieu Lavigne, Melissa Baker, Anthony Burton, Christopher Ross, Danielle Bohonos, Jaclyn Victor, et al. « Mis- and disinformation during the 2021 Canadian federal election ». Canadian Election Misinformation Project, 2022. <https://doi.org/10.31219/osf.io/ubfmx>.

Bridgman, Aengus, Eric Merkley, Peter John Loewen, Taylor Owen, Derek Ruths, Lisa Teichmann, et Oleg Zhilin. « The causes and consequences of covid-19 misperceptions: Understanding the role of news and social media ». *The Harvard Kennedy School Misinformation Review*, 2020. <https://doi.org/10.37016/mr-2020-028>.

Bridgman, Aengus, Eric Merkley, Oleg Zhilin, Peter John Loewen, Taylor Owen, et Derek Ruths. « Infodemic Pathways: Evaluating the Role That Traditional and Social Media Play in Cross-National Information Transfer ». *Frontiers in Political Science* 3 (2021). <https://doi.org/10.3389/fpos.2021.648646>.

Brin, Colette, Mathieu Lavigne, Javier Ruiz-Soler, et Aengus Bridgman. « Évaluation du risque de désinformation : Le marché de l'information en ligne au Canada ». Global Disinformation Index, 2021. [https://disinformationindex.org/wp-content/uploads/2021/10/GDI-Canada Disinformation Risk Report 21 FRENCH.pdf](https://disinformationindex.org/wp-content/uploads/2021/10/GDI-Canada%20Disinformation%20Risk%20Report%2021%20FRENCH.pdf).

Canadian Security Intelligence Service. « Foreign Interference: Threats to Canada's Democratic Process ». Ottawa, Canada: Canadian Security Intelligence Service, 2021. <https://www.canada.ca/content/dam/csis-scrs/documents/publications/2021/foreign-interference-threats-to-canada%27s-democratic-process.pdf>.

Cantarella, Michele, Nicolò Fraccaroli, et Roberto Volpe. « Does fake news affect voting behaviour? » *Research Policy* 52, n° 1 (2023): 104628. <https://doi.org/10.1016/j.respol.2022.104628>.

Carignan, Marie-Ève, David Morin, Marie-Laure Daxhelet, Sylvain Bédard, Olivier Champagne-Poirier, Emmanuel Choquette, Guilhem Aliaga, Yanni Khennache, et Esaie Kuitche Kamela. « Le mouvement conspirationniste au Québec: Leaders, discours et adhésion ». Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents, mai 2022. [https://chaireunesco-prev.ca/wp-content/uploads/2022/06/UNESCO-PREV RapportRecherche MEI final.pdf](https://chaireunesco-prev.ca/wp-content/uploads/2022/06/UNESCO-PREV_RapportRecherche_MEI_final.pdf).

Chouinard, Tommy. « Recul du français: Dominique Anglade contredite par un candidat-vedette ». *La Presse*, 28 août 2022, sect. Élections québécoises. <https://www.lapresse.ca/elections-quebecoises/2022-08-28/recul-du-francais/dominique-anglade-contredite-par-un-candidat-vedette.php>.

Clayton, Katherine, Nicholas T. Davis, Brendan Nyhan, Ethan Porter, Timothy J. Ryan, et Thomas J. Wood. « Elite rhetoric can undermine democratic norms ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* 118, n° 23 (8 juin 2021): e2024125118. <https://doi.org/10.1073/pnas.2024125118>.

Commission, European. *Communication from the Commission—Securing Free and Fair European Elections*. European Commission Brussels, 2018.

Côté, Gabriel. « Taxes impayées: « Je suis imputable », dit Duhaime ». *Le Journal de Québec*, 10 septembre 2022. <https://www.journaldequebec.com/2022/09/10/quebec-2022-eric-duhaime-promet-un-sommet-sur-la-sante-mentale>.

Daoust, Jean-François, Claire Durand, et André Blais. « Are Pre-Election Polls More Helpful than Harmful? Evidence from the Canadian Case ». *Canadian Public Policy* 46, n° 1 (mars 2020): 175-86.

<https://doi.org/10.3138/cpp.2019-011>.

DiResta, Renee, Kris Shaffer, Becky Ruppel, David Sullivan, Robert Matney, Ryan Fox, Jonathan Albright, et Ben Johnson. « The Tactics & Tropes of the Internet Research Agency ». *U.S. Senate Documents*, 1er octobre 2019. <https://digitalcommons.unl.edu/senatedocs/2>.

Eggers, Andrew C., Haritz Garro, et Justin Grimmer. « No evidence for systematic voter fraud: A guide to statistical claims about the 2020 election ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* 118, n° 45 (9 novembre 2021): e2103619118. <https://doi.org/10.1073/pnas.2103619118>.

Enders, Adam M., Joseph E. Uscinski, Michelle I. Seelig, Casey A. Klofstad, Stefan Wuchty, John R. Funchion, Manohar N. Murthi, Kamal Premaratne, et Justin Stoler. « The Relationship Between Social Media Use and Beliefs in Conspiracy Theories and Misinformation ». *Political Behavior*, 7 juillet 2021.

<https://doi.org/10.1007/s11109-021-09734-6>.

Farkas, Johan, et Jannick Schou. « Fake News as a Floating Signifier: Hegemony, Antagonism and the Politics of Falsehood ». *Javnost - The Public* 25, n° 3 (3 juillet 2018): 298-314.

<https://doi.org/10.1080/13183222.2018.1463047>.

Gerbet, Thomas. « Dans l'ombre, la firme McKinsey était au cœur de la gestion de la pandémie au Québec ». *Radio-Canada*, 30 septembre 2022. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1920666/mckinsey-quebec-covid-legault-gestion-pandemie>.

Grinberg, Nir, Kenneth Joseph, Lisa Friedland, Briony Swire-Thompson, et David Lazer. « Fake News on Twitter during the 2016 U.S. Presidential Election ». *Science* 363, n° 6425 (25 janvier 2019): 374-78.

<https://doi.org/10.1126/science.aau2706>.

Guess, Andrew, Brendan Nyhan, et Jason Reifler. « Selective exposure to misinformation: Evidence from the consumption of fake news during the 2016 US presidential campaign ». *European Research Council* 9, n° 3 (2018): 4.

Humprecht, Edda, Frank Esser, et Peter Van Aelst. « Resilience to Online Disinformation: A Framework for Cross-National Comparative Research ». *The International Journal of Press/Politics* 25, n° 3 (1 juillet 2020): 493-516. <https://doi.org/10.1177/1940161219900126>.

Knuutila, Aleks, Lisa-Maria Neudert, et Philip N. Howard. « Who Is Afraid of Fake News? Modeling Risk Perceptions of Misinformation in 142 Countries ». *Harvard Kennedy School Misinformation Review*, 12 avril 2022. <https://doi.org/10.37016/mr-2020-97>.

La Presse Canadienne. « Québec solidaire promet d'acheter 10 000 maisons pour les rendre plus abordables ». *Les Affaires*, 5 septembre 2022. <https://www.lesaffaires.com/secteurs/general/quebec-solidaire-promet-dacheter-10000-maisons-pour-les-rendre-plus-abordables/635646>.

Langlois, Simon, et Florian Sauvageau. « La confiance envers les médias et la désinformation en contexte de pandémie ». Centre d'études sur les médias, 2021. <https://www.cem.ulaval.ca/wp-content/uploads/2021/04/cem-confmediaqueb-2021.pdf>.

Lavigne, Mathieu, et Aengus Bridgman. « The Contagion of Electoral Disinformation Campaigns: American Style Vote Conspiracies in the 2021 Canadian Federal Election », Forthcoming.

Lavigne, Mathieu, et Aengus Bridgman. « Une barrière linguistique? How language influences the spread of U.S.-based COVID-19 misinformation », Forthcoming.

Linden, Sander van der, Costas Panagopoulos, et Jon Roozenbeek. « You Are Fake News: Political Bias in Perceptions of Fake News ». *Media, Culture & Society* 42, n° 3 (1 avril 2020): 460-70. <https://doi.org/10.1177/0163443720906992>.

McCarten, James. « Online Disinformation, Climate Change among Top Canadian Fears: Survey ». *Global News*, 31 août 2022. <https://globalnews.ca/news/9097136/online-disinformation-climate-change-canadian-fears/>.

Motta, Matthew, Dominik Stecula, et Christina Farhart. « How Right-Leaning Media Coverage of COVID-19 Facilitated the Spread of Misinformation in the Early Stages of the Pandemic in the U.S. » *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 53, n° 2 (juin 2020): 335-42. <https://doi.org/10.1017/S0008423920000396>.

Muhammad, Mohd Razman Achmadi, et Noor Nirwandy. « A Study on Donald Trump Twitter Remark: A Case Study on the Attack of Capitol Hill ». *Journal of Media and Information Warfare* 14, n° 2 (2021): 75-104.

Ouellette-Vézina, Henri, et Tommy Chouinard. « Propos sur les immigrants: Boulet s'est « disqualifié », affirme Legault ». *La Presse*, 28 septembre 2022. <https://www.lapresse.ca/elections-quebecoises/2022-09-28/propos-sur-les-immigrants/boulet-s-est-disqualifie-affirme-legault.php>.

Owen, Taylor, Peter Loewen, Derek Ruths, Aengus Bridgman, Robert Gorwa, Stephanie MacLellan, Eric Merkley, et Oleg Zhilin. « Lessons in Resilience: Canada's Digital Media Ecosystem and the 2019 Election ». Public Policy Forum, 2020. <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2020/05/DDP-LessonsInResilience-MAY2020-EN.pdf>.

Pennycook, Gordon, et David G. Rand. « Research Note: Examining False Beliefs about Voter Fraud in the Wake of the 2020 Presidential Election ». *Harvard Kennedy School Misinformation Review*, 11 janvier 2021. <https://doi.org/10.37016/mr-2020-51>.

Philippe J. « Victoire pour les projections ». *L'Actualité*, 4 octobre 2022. <https://lactualite.com/politique/victoire-pour-les-projections/>.

Pickup, Mark. « Election Campaign Polls and Democracy in Canada: Examining the Evidence behind the Common Claims ». Dans *Voting Behaviour in Canada*, édité par Cameron D. Anderson et Laura B. Stephenson, 242-78. UBC Press, 2011.

Public Policy Forum. « Canadian Commission on Democratic Expression: How to Make Online Platforms More Transparent and Accountable to Canadian Users », mai 2022. <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2022/05/DemX-2-English-May-4-1.pdf>.

Du Ruisseau, Olivier. « François Legault est sanctionné par la Russie ». *Le Devoir*, 22 septembre 2022. <https://www.ledevoir.com/politique/758153/francois-legault-est-sanctionne-par-la-russie>.

Sinclair, Betsy, Steven S. Smith, et Patrick D. Tucker. « “It’s Largely a Rigged System”: Voter Confidence and the Winner Effect in 2016 ». *Political Research Quarterly* 71, n° 4 (1 décembre 2018): 854-68. <https://doi.org/10.1177/1065912918768006>.

Tenove, Chris. « Protecting Democracy from Disinformation: Normative Threats and Policy Responses ». *The International Journal of Press/Politics*, 25 mai 2020. <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1940161220918740>.

Tong, Chau, Hyungjin Gill, Jianing Li, Sebastián Valenzuela, et Hernando Rojas. « “Fake News Is Anything They Say!” — Conceptualization and Weaponization of Fake News among the American Public ». *Mass Communication and Society* 23, n° 5 (2 septembre 2020): 755-78. <https://doi.org/10.1080/15205436.2020.1789661>.

Vraga, Emily K., et Leticia Bode. « Defining Misinformation and Understanding its Bounded Nature: Using Expertise and Evidence for Describing Misinformation ». *Political Communication* 37, n° 1 (2 janvier 2020): 136-44. <https://doi.org/10.1080/10584609.2020.1716500>.

Yates, Jeff. « L'écosystème des fakes news: L'état des lieux au Québec ». Dans *Les fausses nouvelles: Nouveaux visages, nouveaux défis*, édité par Florian Sauvageau, Simon Thibault, et Pierre Trudel. Québec: Presses de l'Université Laval, 2018.

Young, Lisa. « Securitizing Election Laws and Administration? Canada’s Response to the Cyber-Security Threats to Elections ». Dans *Cyber-Threats to Canadian Democracy*, édité par Holly Ann Garnett et Michael Pal, 31-54, 2022.

Zimmermann, Fabian, et Matthias Kohring. « Mistrust, Disinforming News, and Vote Choice: A Panel Survey on the Origins and Consequences of Believing Disinformation in the 2017 German Parliamentary Election ». *Political Communication* 37, n° 2 (3 mars 2020): 215-37. <https://doi.org/10.1080/10584609.2019.1686095>.

ENDNOTES

i Mendelsohn, Matthew. « Measuring National Identity and Patterns of Attachment: Quebec and Nationalist Mobilization ». *Nationalism and Ethnic Politics* 8, no. 3 (1er septembre 2002): 72–94.
<https://doi.org/10.1080/13537110208428670>.

ii Chau Tong et al., « “Fake News Is Anything They Say!” — Conceptualization and Weaponization of Fake News among the American Public », *Mass Communication and Society* 23, n° 5 (2 septembre 2020): 755-78, <https://doi.org/10.1080/15205436.2020.1789661>; Sander van der Linden, Costas Panagopoulos, et Jon Roozenbeek, « You Are Fake News: Political Bias in Perceptions of Fake News », *Media, Culture & Society* 42, n° 3 (1 avril 2020): 460-70, <https://doi.org/10.1177/0163443720906992>; Johan Farkas et Jannick Schou, « Fake News as a Floating Signifier: Hegemony, Antagonism and the Politics of Falsehood », *Javnost - The Public* 25, n° 3 (3 juillet 2018): 298-314, <https://doi.org/10.1080/13183222.2018.1463047>.

iii Emily K. Vraga et Leticia Bode, « Defining Misinformation and Understanding its Bounded Nature: Using Expertise and Evidence for Describing Misinformation », *Political Communication* 37, n° 1 (2 janvier 2020): 136-44, <https://doi.org/10.1080/10584609.2020.1716500>.

iv Hunt Allcott et Matthew Gentzkow, « Social Media and Fake News in the 2016 Election », *Journal of Economic Perspectives* 31, n° 2 (mai 2017): 211-36, <https://doi.org/10.1257/jep.31.2.211>; Oscar Barrera et al., « Facts, Alternative Facts, and Fact Checking in Times of Post-Truth Politics », *Journal of Public Economics* 182 (1 février 2020): 104123, <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2019.104123>; Fabian Zimmermann et Matthias Kohring, « Mistrust, Disinforming News, and Vote Choice: A Panel Survey on the Origins and Consequences of Believing Disinformation in the 2017 German Parliamentary Election », *Political Communication* 37, n° 2 (3 mars 2020): 215-37, <https://doi.org/10.1080/10584609.2019.1686095>; Yochai Benkler, Robert Faris, et Hal Roberts, *Network Propaganda: Manipulation, Disinformation, and Radicalization in American Politics* (Oxford University Press, 2018).

v Canadian Security Intelligence Service, « Foreign Interference: Threats to Canada’s Democratic Process » (Ottawa, Canada: Canadian Security Intelligence Service, 2021), <https://www.canada.ca/content/dam/csis-scrcs/documents/publications/2021/foreign-interference-threats-to-canada%27s-democratic-process.pdf>; European Commission, *Communication from the Commission—Securing Free and Fair European Elections* (European Commission Brussels, 2018).

vi Lisa Young, « Securitizing Election Laws and Administration? Canada’s Response to the Cyber-Security Threats to Elections », dans *Cyber-Threats to Canadian Democracy*, éd. par Holly Ann Garnett et Michael Pal, 2022, 31-54.

vii Canadian Security Intelligence Service, « Foreign Interference: Threats to Canada’s Democratic Process »; Chris Tenove, « Protecting Democracy from Disinformation: Normative Threats and Policy Responses », *The International Journal of Press/Politics*, 25 mai 2020, <http://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1940161220918740>.

-
- ^{viii} Zimmermann et Kohring, « Mistrust, Disinforming News, and Vote Choice »; Michele Cantarella, Nicolò Fraccaroli, et Roberto Volpe, « Does fake news affect voting behaviour? », *Research Policy* 52, n° 1 (2023): 104628. <https://doi.org/10.1016/j.respol.2022.104628>
- ^{ix} Tenove, « Protecting Democracy from Disinformation »; Renee DiResta et al., « The Tactics & Tropes of the Internet Research Agency », *U.S. Senate Documents*, 1^{er} octobre 2019, <https://digitalcommons.unl.edu/senatedocs/2>.
- ^x Betsy Sinclair, Steven S. Smith, et Patrick D. Tucker, « 'It's Largely a Rigged System': Voter Confidence and the Winner Effect in 2016 », *Political Research Quarterly* 71, n° 4 (1^{er} décembre 2018): 854-68, <https://doi.org/10.1177/1065912918768006>.
- ^{xi} Eggers, Andrew C., Haritz Garro, et Justin Grimmer. « No evidence for systematic voter fraud: A guide to statistical claims about the 2020 election ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* 118, n° 45 (9 novembre 2021): e2103619118. <https://doi.org/10.1073/pnas.2103619118>.
- ^{xii} Yochai Benkler et al., « Mail-In Voter Fraud: Anatomy of a Disinformation Campaign », SSRN Scholarly Paper (Rochester, NY: Social Science Research Network, 2 octobre 2020), <https://doi.org/10.2139/ssrn.3703701>; Gordon Pennycook et David G. Rand, « Research Note: Examining False Beliefs about Voter Fraud in the Wake of the 2020 Presidential Election », *Harvard Kennedy School Misinformation Review*, 11 janvier 2021, <https://doi.org/10.37016/mr-2020-51>; Nicolas Berlinski et al., « The Effects of Unsubstantiated Claims of Voter Fraud on Confidence in Elections », *Journal of Experimental Political Science*, 28 juin 2021, 1-16, <https://doi.org/10.1017/XPS.2021.18>; Kevin Arceneaux et Rory Truex, « Donald Trump and the Lie », *Perspectives on Politics*, 29 mars 2022, 1-17, <https://doi.org/10.1017/S1537592722000901>; Katherine Clayton et al., « Elite rhetoric can undermine democratic norms », *Proceedings of the National Academy of Sciences* 118, n° 23 (8 juin 2021): e2024125118, <https://doi.org/10.1073/pnas.2024125118>.
- ^{xiii} Pennycook et Rand, « Research Note »; Arceneaux et Truex, « Donald Trump and the Lie ».
- ^{xiv} Aengus Bridgman et al., « Mis- and disinformation during the 2021 Canadian federal election » (Canadian Election Misinformation Project, 2022), <https://doi.org/10.31219/osf.io/ubfmx>.
- ^{xv} Andrew Guess, Brendan Nyhan, et Jason Reifler, « Selective exposure to misinformation: Evidence from the consumption of fake news during the 2016 US presidential campaign », *European Research Council* 9, n° 3 (2018): 4; Nir Grinberg et al., « Fake News on Twitter during the 2016 U.S. Presidential Election », *Science* 363, n° 6425 (25 janvier 2019): 374-78, <https://doi.org/10.1126/science.aau2706>; Bridgman et al., « Mis- and disinformation during the 2021 Canadian federal election ».
- ^{xvi} Grinberg et al., « Fake News on Twitter during the 2016 U.S. Presidential Election ».
- ^{xvii} Benkler, Faris, et Roberts, *Network Propaganda*; Matthew Motta, Dominik Stecula, et Christina Farhart, « How Right-Leaning Media Coverage of COVID-19 Facilitated the Spread of Misinformation in the Early Stages of the Pandemic in the U.S. », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 53, n° 2 (juin 2020): 335-42, <https://doi.org/10.1017/S0008423920000396>.
- ^{xviii} Edda Humprecht, Frank Esser, et Peter Van Aelst, « Resilience to Online Disinformation: A Framework for Cross-National Comparative Research », *The International Journal of Press/Politics* 25, n° 3 (1^{er} juillet 2020): 493-516, <https://doi.org/10.1177/1940161219900126>.

-
- ^{xix} Colette Brin et al., « Évaluation du risque de désinformation : Le marché de l'information en ligne au Canada » (Global Disinformation Index, 2021), https://disinformationindex.org/wp-content/uploads/2021/10/GDI-Canada_Disinformation_Risk_Report_21_FRENCH.pdf.
- ^{xx} Shelley Boulianne, Chris Tenove, et Jordan Buffie, « Complicating the Resilience Model: A Four-Country Study About Misinformation », *Media and Communication* 10, n° 3 (31 août 2022): 169-82, <https://doi.org/10.17645/mac.v10i3.5346>; Aengus Bridgman et al., « The causes and consequences of covid-19 misperceptions: Understanding the role of news and social media », *The Harvard Kennedy School Misinformation Review*, 2020, <https://doi.org/10.37016/mr-2020-028>.
- ^{xxi} Aengus Bridgman et al., « Infodemic Pathways: Evaluating the Role That Traditional and Social Media Play in Cross-National Information Transfer », *Frontiers in Political Science* 3 (2021), <https://doi.org/10.3389/fpos.2021.648646>; Mathieu Lavigne et Aengus Bridgman, « Une barrière linguistique? How language influences the spread of U.S.-based COVID-19 misinformation », Forthcoming.
- ^{xxii} Taylor Owen et al., « Lessons in Resilience: Canada's Digital Media Ecosystem and the 2019 Election » (Public Policy Forum, 2020), <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2020/05/DDP-LessonsInResilience-MAY2020-EN.pdf>; Bridgman et al., « Mis- and disinformation during the 2021 Canadian federal election ».
- ^{xxiii} Mathieu Lavigne et Aengus Bridgman, « The Contagion of Electoral Disinformation Campaigns: American Style Vote Conspiracies in the 2021 Canadian Federal Election », Forthcoming.
- ^{xxiv} Jeff Yates, « L'écosystème des fakes news: L'état des lieux au Québec », dans *Les fausses nouvelles: Nouveaux visages, nouveaux défis*, éd. par Florian Sauvageau, Simon Thibault, et Pierre Trudel (Québec: Presses de l'Université Laval, 2018).
- ^{xxv} Lavigne et Bridgman, « Une barrière linguistique? How language influences the spread of U.S.-based COVID-19 misinformation ».
- ^{xxvi} Marie-Ève Carignan et al., « Le mouvement conspirationniste au Québec: Leaders, discours et adhésion » (Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents, mai 2022), https://chaireunesco-prev.ca/wp-content/uploads/2022/06/UNESCO-PREV_RapportRecherche_MEI_final.pdf; Bridgman et al., « Mis- and disinformation during the 2021 Canadian federal election »; voir aussi Simon Langlois et Florian Sauvageau, « La confiance envers les médias et la désinformation en contexte de pandémie » (Centre d'études sur les médias, 2021), <https://www.cem.ulaval.ca/wp-content/uploads/2021/04/cem-confmediaqueb-2021.pdf>.
- ^{xxvii} Carignan et al., « Le mouvement conspirationniste au Québec: Leaders, discours et adhésion »; Langlois et Sauvageau, « La confiance envers les médias et la désinformation en contexte de pandémie ».
- ^{xxviii} Notre questionnaire incluait aussi Reddit, LinkedIn et une catégorie « Autres ». Moins de 4 % des Québécois ont indiqué utiliser ces plateformes pour s'informer politiquement.
- ^{xxix} Bridgman et al., « The causes and consequences of covid-19 misperceptions: Understanding the role of news and social media »; Adam M. Enders et al., « The Relationship Between Social Media Use and Beliefs in Conspiracy Theories and Misinformation », *Political Behavior*, 7 juillet 2021, <https://doi.org/10.1007/s11109-021-09734-6>.

^{xxx} Il est à noter que les députés caquistes Sylvain Lévesque et Éric Lefebvre ont aussi vécu de l'intimidation durant la campagne. Sylvain Lefebvre a vu l'une de ses pancartes électorales couvertes de sang, tandis qu'un convoi s'est présenté devant la maison d'Éric Lefebvre pour l'intimider.

^{xxxi} Cette liste d'utilisateurs a été inspirée par la liste de comptes complotistes proposée par la Chaire UNESCO-PREV dans leur rapport *Le mouvement conspirationniste au Québec* et a été étendue à l'aide d'une méthode boule de neige, en vérifiant leur niveau d'activité durant la campagne électorale et la taille de leur auditoire.

98.5 FM. « La CAQ promet deux « mini-hôpitaux » privés ». *Puisqu'il faut se lever*. 98.5 FM, 6 septembre 2022. <https://www.985fm.ca/audio/505951/la-caq-promet-deux-mini-hopitaux-privés-dont-un-dans-l-est-de-montreal>.

^{xxxiii} Pour plus d'information, voir: Agence QMI, « Après Le « Convoi de La Liberté », Le Convoi « Dehors La CAQ » Débarque à L'Assomption », *Le Journal de Montréal*, 20 septembre 2022, <https://www.journaldemontreal.com/2022/09/20/apres-le-convoi-de-la-liberte-le-convoi-dehors-la-caq-debarque-au-quebec>

^{xxxiv} Nahila Bendali, « La Vérif : les propos de Jean Boulet sur l'immigration sont-ils exacts? », *Radio-Canada*, 28 septembre 2022, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1920110/immigration-montreal-jean-boulet-emploi-francais>

^{xxxv} Henri Ouellette-Vézina et Tommy Chouinard, « Propos sur les immigrants: Boulet s'est « disqualifié », affirme Legault », *La Presse*, 28 septembre 2022, sect. Élections québécoises, <https://www.lapresse.ca/elections-quebecoises/2022-09-28/propos-sur-les-immigrants/boulet-s-est-disqualifie-affirme-legault.php>.

^{xxxvi} Tommy Chouinard, « Recul du français: Dominique Anglade contredite par un candidat-vedette », *La Presse*, 28 août 2022, <https://www.lapresse.ca/elections-quebecoises/2022-08-28/recul-du-francais/dominique-anglade-contredite-par-un-candidat-vedette.php>

^{xxxvii} Gabriel Côté, « Taxes impayées: « Je suis imputable », dit Duhaime », *Le Journal de Québec*, 10 septembre 2022, <https://www.journaldequebec.com/2022/09/10/quebec-2022-eric-duhaime-promet-un-sommet-sur-la-sante-mentale>

^{xxxviii} La Presse Canadienne, « Québec solidaire promet d'acheter 10 000 maisons pour les rendre plus abordables », *Les Affaires*, 5 septembre 2022, <https://www.lesaffaires.com/secteurs/general/quebec-solidaire-promet-d-acheter-10000-maisons-pour-les-rendre-plus-abordables/635646>

^{xxxix} Olivier Du Ruisseau, « François Legault est sanctionné par la Russie », *Le Devoir*, 22 septembre 2022, <https://www.ledevoir.com/politique/758153/francois-legault-est-sanctionne-par-la-russie>

Il est à noter qu'en raison d'une erreur avec le logiciel Qualtrics, les données pour cette nouvelle sont seulement disponibles pour la période postélectorale.

^{xl} Thomas Gerbet, « Dans l'ombre, la firme McKinsey était au cœur de la gestion de la pandémie au Québec », *Radio-Canada*, 30 septembre 2022, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1920666/mckinsey-quebec-covid-legault-gestion-pandemie>.

^{xii} Aleksi Knuutila, Lisa-Maria Neudert, et Philip N. Howard, « Who Is Afraid of Fake News? Modeling Risk Perceptions of Misinformation in 142 Countries », *Harvard Kennedy School Misinformation Review*, 12 avril 2022, <https://doi.org/10.37016/mr-2020-97>.

James McCarten, « Online Disinformation, Climate Change among Top Canadian Fears: Survey », *Global News*, 31 août 2022, <https://globalnews.ca/news/9097136/online-disinformation-climate-change-canadian-fears/>.

^{xiii} Kevin Arceneaux et Rory Truex, « Donald Trump and the Lie »; Mohd Razman Achmadi Muhammad et Noor Nirwandy, « A Study on Donald Trump Twitter Remark: A Case Study on the Attack of Capitol Hill », *Journal of Media and Information Warfare* 14, n° 2 (2021): 75-104.

^{xiii} Bridgman et al., « Mis- and disinformation during the 2021 Canadian federal election ».

Bridgman et al., « Mis- and disinformation during the 2021 Canadian federal election ».

^{xiv} Farkas et Schou, « Fake News as a Floating Signifier »; Tong et al., « “Fake News Is Anything They Say!” — Conceptualization and Weaponization of Fake News among the American Public »; van der Linden, Panagopoulos, et Roozenbeek, « You Are Fake News ».

^{xvi} https://www.youtube.com/watch?v=Cg5fGWmc3cU&ab_channel=Radio-CanadaInfo

^{xlvii} Philippe J., « Victoire pour les projections », *L'Actualité*, 4 octobre 2022, <https://lactualite.com/politique/victoire-pour-les-projections/>.

^{xlviii} Voir notamment: Jean-François Daoust, Claire Durand, et André Blais, « Are Pre-Election Polls More Helpful than Harmful? Evidence from the Canadian Case », *Canadian Public Policy* 46, n° 1 (mars 2020): 175-86, <https://doi.org/10.3138/cpp.2019-011>.

Mark Pickup, « Election Campaign Polls and Democracy in Canada: Examining the Evidence behind the Common Claims », dans *Voting Behaviour in Canada*, éd. par Cameron D. Anderson et Laura B. Stephenson (UBC Press, 2011), 242-78.

^{xlix} Voir notamment Yates, « L'écosystème des fakes news: L'état des lieux au Québec »; Bridgman et al., « Infodemic Pathways ».

¹ Public Policy Forum, « Canadian Commission on Democratic Expression: How to Make Online Platforms More Transparent and Accountable to Canadian Users », mai 2022, <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2022/05/DemX-2-English-May-4-1.pdf>.